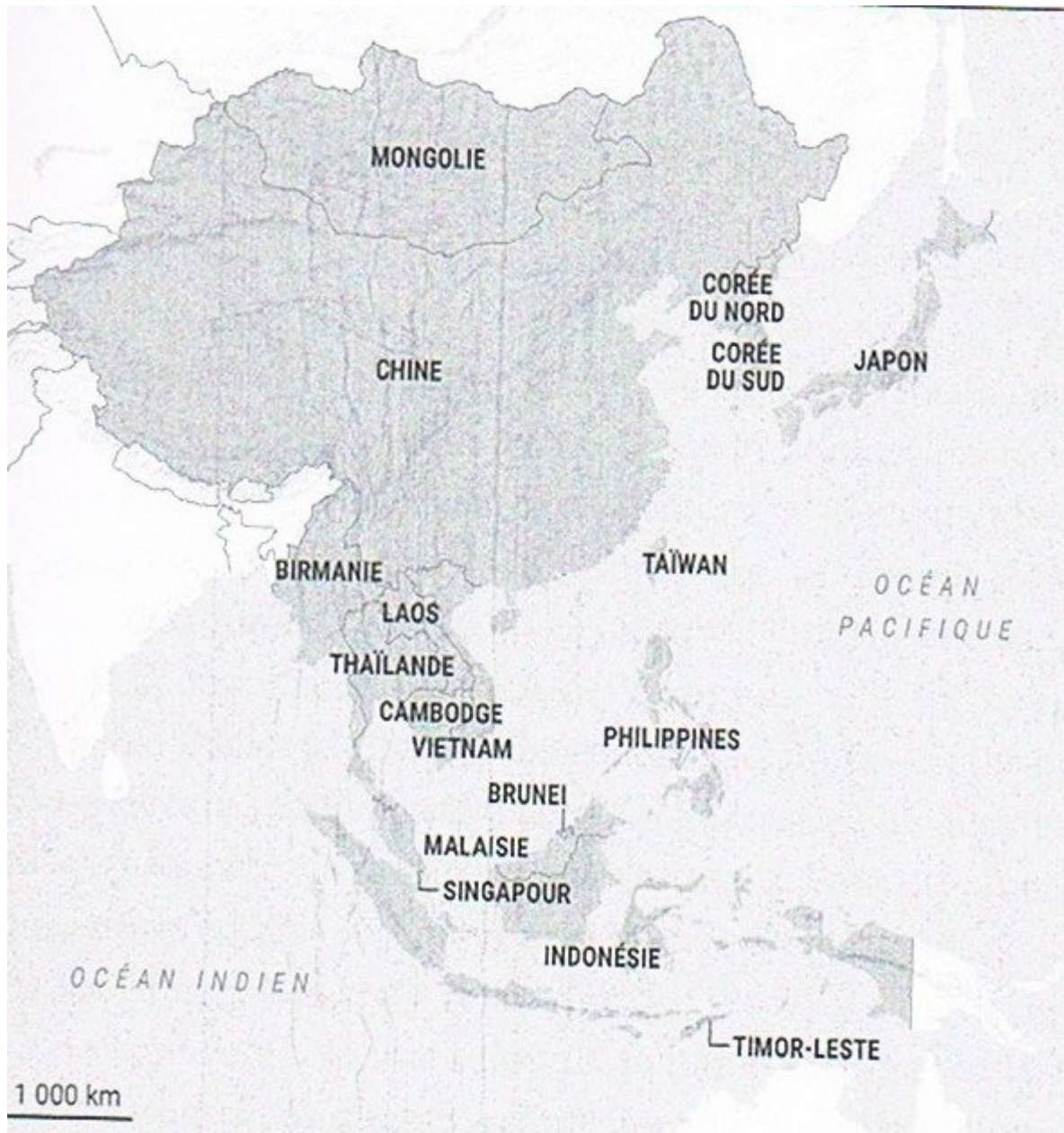


L'ASIE-PACIFIQUE NOUVEAU CENTRE DU MONDE

L'Occident au défi

Les 17 pays de l'Asie-Pacifique sont : Chine, Mongolie, Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Birmanie, Laos, Thaïlande, Cambodge, Vietnam, Brunei, Malaisie, Singapour, Indonésie, Timor Leste. (Voir carte)



L'urgence de l'actualité internationale, au Proche Orient et au Moyen Orient, en Europe orientale, la multiplication des foyers de tension, leurs effets de bords et leurs interdépendances, la montée des populismes, un sentiment confus « d'accélération de l'histoire » oblitèrent des changements plus sourds dont la maturation aura des effets tout aussi (dé)structurants et durables sur l'avenir du monde. Cet avenir se joue pour partie ailleurs, en Asie-Pacifique, dans une région qui s'organise et valorise ses liens de proximité pour mieux résister aux aléas des partenaires occidentaux, pour devenir moins dépendante

et donc moins vulnérable, pour s'émanciper de L'Occident afin de suivre sa propre voie. La transition s'opère sous nos yeux. Ces mutations ne sont pas un hoquet, une parenthèse limitée dans le temps, mais des poussées systémiques de nature à transformer les paramètres de l'ordre international. La transformation des rapports de force et des modes opératoires, pourra aboutir à son tour à une remise en cause de l'ordre mondial tel qu'organisé par les pays occidentaux depuis la fin du XVIIIème siècle.

Les 17 états ont des caractéristiques fort différentes mais appartiennent tous au bloc de civilisation sinisée.

En 1995, la part du G7 dans le PIB mondial était de 45% selon le FMI, elle sera de 20% en 2050, alors que la part des émergents dans le PIB mondial, de 22% en 1995, passe à 50% environ au même horizon. Aujourd'hui, la région Asie-Pacifique assure 60% du PIB mondial et 66% de la croissance mondiale.

Le réservoir de puissance n'est plus identifié du côté des pays occidentaux « jugés fatigués et sans appétence ». Une analyse que ne renierait pas le rapport remis par l'ancien premier ministre italien, Mario Draghi, sur la compétitivité de l'Europe.

Les succès économiques de la zone de décennie en décennie positionnent la région en « pole position » renforçant notre inconfortable impression de déclassement. Dans son rapport, Mario Draghi évoque un décrochage et une lente agonie.

De fait, de la dédollarisation à la course technologique en passant par l'établissement de nouvelles pratiques diplomatiques, cette région provoque les mutations du système « monde ».

Cette remise en question, qui n'est pas récente se formalise. L'émergence d'une Asie qui s'autonomise sous la double impulsion d'Etats développeurs et de réseaux d'affaires dynamiques, modifie le regard sur l'Occident en même temps qu'elle entretient une nouvelle perception, positive et prometteuse, au sein de la région.

Nous ne sommes qu'au début d'un processus de temps long, mais le nœud coulant pourrait se resserrer si les Occidentaux se montrent incapables de poser un regard lucide, constructif et audacieux pour valoriser leurs atouts et leviers de puissance et proposer un nouveau *modus vivendi*.

1. L'Asie-Pacifique fer de la lance de la contestation des règles

Depuis 40 ans, l'Asie orientale n'a pas connu la guerre et a capitalisé sur un mode pacifique. Sa richesse en valeurs, absolue et relative, s'améliore visiblement. C'est dans cette région que la remise en cause de l'ordonnancement quasi monopolistique par les pays occidentaux se manifeste le plus délibérément. Avec les moyens, à la fois nationaux et régionaux, pour contester l'ordre né de la seconde guerre mondiale, le réorganiser en y agrégeant le reste du monde dont un Occident important mais moins structurant.

La mesure de la relativité de nos prétentions universelles, de nos vulnérabilités et de notre déclin relatif (seules 14 des 100 premières entreprises les plus valorisées au monde sont européennes) nous oblige à une analyse prospective inconfortable et à un effort de projection douloureux. La guerre en Ukraine met à mal notre résistance et nos moyens. Notre unité et la montée des extrêmes mettent à mal notre démocratie. Notre démocratie est éprouvée. Jamais peut-être ne sera aussi justifié notre qualificatif de « vieux continent ». La mondialisation prétendument « heureuse » menée tambour battant par un

Occident vigoureux et conquérant atteint ses limites, avec son lot de déconvenues ; nos avantages s'estompent.

Une nouvelle centralité asiatique se dessine. Depuis plusieurs décennies, se poursuit une transformation des modes d'organisation y compris interétatiques, avec le réajustement des chaînes d'approvisionnement, d'ambitieux accords économiques et financiers et de nouvelles façons de penser le futur et la modernité.

Le débat sur les avantages et les risques d'une Asie-Pacifique développée et autonome n'est pas nouveau. Fin du XIX^{ème} siècle, Guillaume II évoque le péril jaune. En 1896 un député français « Paul d'Estournelles » évoquait déjà l'impact de la mondialisation des échanges sur le déclin et la désindustrialisation déjà bien amorcée de la France et de ses voisins européens. Il argumente que la concurrence asiatique dépasse largement le cadre de l'économie et du commerce pour s'étendre au domaine social et au-delà au projet politique.

Le prix Nobel de la paix 1909 explique que ce choc s'est opéré avec le concours des entrepreneurs européens soucieux de réaliser des gains sur les salaires et aussi sur les investissements accélérant ainsi le processus d'auto-déclin. Récupérée par les tenants d'une vision raciale, la réflexion s'étend sur la « décadence des races blanches » mettant face à face une Europe épuisée et une Chine réveillée aux forts relents nationalistes.

Les grands événements du XX^{ème} siècle ont rebattu les paramètres d'un débat qui ne s'est jamais arrêté. Le 7 décembre 1941, l'attaque de Pearl Harbour a marqué la jointure entre une guerre européenne et le terrain d'Asie-Pacifique avec les conséquences que l'on connaît sur les équilibres de puissances globaux.

Théâtre privilégié de la guerre froide où s'est jouée une des parties les plus dramatiques de l'affrontement Est/Ouest, des rivalités paroxysmiques coréennes et indochinoises au schisme sino-soviétique, l'Asie-Pacifique est demeurée un lieu d'opposition des modèles de développement et de gouvernance. Les pays occidentaux ont parié sur la victoire du système libéral mais au prix de contorsions politiques via des investissements ciblés et ouverture de leur marché, ils ont contribué largement à construire les succès asiatiques.

On a suivi la remarquable ascension du Japon, puis celles des tigres émergents (Corée du sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour), celles des émergents tout court (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines rejointes plus tard par le Vietnam). Cette émergence n'a pas inquiété car elle s'intégrait dans des circuits mondialisés que nous avons impulsés. Chacun croyait ou feignait de croire que les dynamiques entraîneraient à terme des mutations sociétales et politiques qui s'aligneraient sur les expériences d'Etats de droit libéraux.

Le défi annoncé par d'Estournelles, il y a plus d'un siècle, est déjà en marche

2. L'émergence chinoise rebat les cartes

Ce défi est antérieur à l'émergence de la Chine. Elle lui donne une dimension systémique car la RPC entend être l'un des porte-étendards de la désoccidentalisation. Pékin revendique un dessein systémique et met en place des stratégies qui exploitent les faiblesses des partenaires occidentaux et valorisent les progrès régionaux autour d'un projet porteur.

La Chine, qui mène un combat idéologique au nom de sa puissance, a réactivé une géopolitique précoloniale et des discours asiatiques antérieurs à son émergence contemporaine pour couler son propos dans une dynamique fédératrice et améliorer une force d'attraction aléatoire. Pékin a une stratégie globale qui commence à ses portes en Asie et dans le Pacifique.

Que veut la Chine ? Cherche-t-elle à créer une bi-mondialisation en s'appuyant en priorité sur l'Asie-Pacifique pour stimuler une contestation d'un ordre mondial trop inspiré par l'Occident. La Chine sait que son meilleur vecteur de puissance n'est pas tant son armée que les règles, les normes, et les réseaux ainsi que les infrastructures afférentes (câble sous-marins, réseaux électriques connectés à elle ou infrastructures de transport recardinalisées à ses territoires). L'avenir de la région passe plus par des infrastructures et interdépendances vitales pour l'économie et les sociétés que par des porte-avions. Par comparaison, la politique de TRUMP va dans le sens inverse. On se détache de ses alliés occidentaux (Canada, Europe de l'ouest, Grande-Bretagne, Australie). Questionnement sur l'avenir de l'OTAN.

Dans le même temps, la Chine balaie les institutions historiques. Les nombreux déplacements du président Xi Jinping et de ses conseillers en Asie-Pacifique, la densification des réseaux intra-régionaux et la mise en place de nouvelles institutions régionales attestent d'une détermination et d'une pression soutenues. Ce qui se joue à terme, c'est la réinvention du monde et la projection d'une modernité autour d'un centre de gravité est-asiatique, agrégé à la somme des pays de l'ASEAN+3. A ce stade, il est utile de mesurer que cette Asie orientale ne peut pas être seulement une Asie sinisée. La puissance chinoise et la masse chinoise s'imposent et ordonnent dans une certaine mesure les équilibres. Le dilemme pour nombre d'états est de ne pas sortir d'un système dominant pour devenir prisonnier d'un autre, de ne pas se désoccidentaliser pour se siniser.

3. Un effet miroir déplaisant

La trajectoire de l'Asie-Pacifique interroge sur ce qui définit l'Europe et l'Occident, voire les desseins communs entre Européens et Américains. L'Europe peut-elle encore jouer un rôle de 1^{er} plan. Le retour de la guerre sur le vieux continent retarde la réflexion sur cette question dérangeante. L'Europe a longtemps vanté ses liens historiques privilégiés avec l'Asie. Les pays de l'Union européenne réagissent souvent en ordre dispersé et montrent une absence de vision réellement stratégique. Les fissures du modèle américain interrogent et inquiètent les pays de l'Asie-Pacifique. Ce n'est pas tant que le modèle chinois plaise en Asie-Pacifique mais les incertitudes et les fragilités des pays occidentaux, favorisent l'émergence d'une centralité asiatique. La question sensible n'est plus de savoir quand et comment l'Asie-Pacifique sera le nouveau centre du monde mais plutôt quel type de nouveau centre du monde sera cette région.

4. Une certaine indifférence : l'Occident au défi

Pour beaucoup de pays de la région, il ne s'agit pas d'une attitude idéologique anti-occidentale mais d'une protection, d'une distanciation salutaire. Il ne s'agit d'un ressentiment mais plutôt d'une indifférence nourrie par la promesse d'un avenir local, régional, sûrement meilleur puisqu'il sera le leur, imbriqué et libéré d'une épistémologie occidentale dominante et de stéréotypes récurrents. La vraie question est de savoir si cette Asie fera mieux que l'Occident et saura éviter l'usage de la violence et de la domination brutale.

Chapitre 1

1. De La périphérie au centre de l'économie du monde.

Au XIXème siècle, le monde était européenisé ; au XXème siècle, il était américanisé ; au XXIème siècle, il s'asiatise.

L'Asie-Pacifique avec ses 2,3 milliards d'individus, s'organise sans prêter le même intérêt à nos courbes de croissance et à nos politiques industrielles. Le choc est brutal de les entendre dire que l'Europe n'est plus un modèle de modernité. Il y a cinq ans la part de la Chine représentait 20% de la richesse mondiale, tandis que la celle des USA se montait à 15% et celle de l'Union européenne à 16%. L'économie chinoise ne représentait que 2% du PIB mondial en 1990, mais 19% en 2024 selon le FMI. Les prévisions en 2050 annoncent 20% en parité de pouvoir d'achat de la Chine et le PIB de l'UE pourrait tomber à 9%. La France pourrait sortir de la liste des 10 premiers pays.

Comment en est-on arrivé là. Quels sont les moteurs de ce dynamisme réversif, l'urgence de cette modernité qui a gagné les pays d'Asie-pacifique. Une volonté résolue de dépasser un Occident trop longtemps condescendant et arrogant en utilisant ses propres armes (argent, idées, technologies y compris les technologies de rupture). Un désir de desserrer des circuits de dépendance contraignants et de proner une mondialisation mieux répartie. Plus dérangeant pour les démocrates et les libéraux, ce retournement vise-t-il à consolider la légitimité de régimes autoritaires qui n'entendent pas se priver de cet atout gagnant, une alternative « à l'American dream ».

2. Le siècle de l'Asie-Pacifique.

Selon l'OCDE, le produit intérieur brut mondial est appelé à être multiplié par 2 de 2020 à 2030. Celui des USA et celui de la zone Euro devraient connaître un facteur multiplicateur de 1,5 à 1,6. Une performance bien moindre que celle escomptée pour la Chine 2,3, pour le Vietnam ou l'Indonésie 3. Pour l'année 2024, le FMI a annoncé une croissance globalement de 2,9% et de 4,2% en Asie-Pacifique. Autrement dit, la richesse relative des USA, de la zone Euro et du Royaume-Uni qui était 1,2 fois moindre que celle du groupe Chine Corée Indonésie Japon pourrait être 1,8 fois moins en 2050. L'effritement relatif et prévisible des économies d'Asie du Nord-est (Japon, Corée du sud et de Chine) n'entame pas ce pronostic.

La région assurait 12% de la production mondiale en 1970, 15% en 1988, 25% en 2010, 38% en 2018. Les projections sur 2050 prévoient 50%.

La façade asiatique du pacifique oriental est considérée comme la plus dynamique du monde. Selon le Cnuccd, 60% du trafic maritime mondial passe par l'Asie-Pacifique. A l'échelle mondiale, l'Asie-Pacifique joue un rôle crucial comme centre à la fois de production, de consommation et d'échanges. La région est passée de 18% du commerce mondial en 1977 à 43% en 2021. Les pays qui composent l'ASEAN (association des nations de l'Asie du Sud-est soit Birmanie, Brunei, Thaïlande, Laos, Cambodge, Vietnam, Malaisie, Singapour, Indonésie et Philippines) ont doublé leur part dans les exportations mondiales ces trente dernières années pour passer de 4% à 8% à parité avec les USA.

Autre succès, les places financières poursuivent leur rattrapage après la période de pandémie. La capitalisation boursière de l'Asie-pacifique s'élève à 35 trillions de dollars ce qui correspond au PIB de la région. Les bourses américaines s'élèvent à 45 trillions de dollars et celles de l'Europe à 15 trillions de dollars. La bourse de Shenzhen créée en 1990 est classée 6ème bourse mondiale en 2022. Singapour est 3ème derrière New York et Londres. Hong Kong talonne Shanghai et Séoul et figure dans le top 10

mondial. Tokyo est la 2^{ème} plus grande bourse d'actions en termes de capitalisation boursière. Un membre sur 3 de la classe moyenne mondiale en 2030, devrait vivre en Asie-Pacifique. Leurs dépenses devraient dépasser celles du reste du monde. Celles des USA et de l'UE devrait diminuer de 19,2% à 15,8%.

La population des milléniaux (personnes nées entre 1981 et 1996) seront près de 800 millions sur une population de 2,3 milliards. En regard, USA 66 millions et Europe 60 millions. Ce sont des consommateurs nés avec les nouvelles technologies, actifs et optimistes ce qui va booster leur marché intérieur. Ce sont les plus fervents défenseurs de la mondialisation.

Ils ont créé le Boao Forum for Asia équivalent de Davos. Dans ce forum, on met en avant les avantages démographiques de la zone sauf le Japon, la Corée du sud, la Thaïlande, Singapour et la Chine dont l'âge médian dépasse les 40ans.

La zone Asie-Pacifique a eu une croissance de 4,7% durant les 5 dernières années. Le FMI prévoit 5% en 2024 (2,4% au niveau mondial) et 4,8% en 2025.

3. Démonstrations concrètes

L'Asie-Pacifique est devenue le principal moteur du trafic maritime mondial. 17% du trafic en 1997, 35% en 2016 et 45% en 2022 selon le Cnuccd.

Tout prédispose à une littoralisation des économies :

Par la géographie : accès à l'océan pacifique reliée à l'océan indien par le détroit de Malacca. 40% des échanges de la planète passe ce détroit soit 85000 navires par an.

Par l'histoire, intérêt ancien précolonial et colonial avec le commerce des matières et des épices.

Par les infrastructures mises en place, création de zones économiques spéciales ZES. La 1^{ère} à TAIWAN en 1966, ensuite le long des côtes de Java, Batam etc. Et surtout en Chine Zhuhai et Shenzhen. Aujourd'hui 75% des ZES sont en Asie-Pacifique et la Chine 47%.

Les principaux Hubs de transbordements de containers se sont situés d'abord au Japon, puis en Corée du sud (Busan) puis à Hongkong et Taïwan (Taipei un nouveau port en 2014). 5 des 6 plus grands ports du monde sont chinois ; le port de Beibu projet phare pour améliorer la connectivité entre la Chine et l'ASEAN a encore connu en 2023 une croissance à 2 chiffres.

La dépendance des économies occidentales aux exportations d'Asie orientale booste l'activité maritime de la région, un peu plus de 40% du commerce extérieur de l'UE passe par la mer de Chine méridionale. Mais c'est le marché intra-asiatique qui est le plus prometteur et qui va marquer la matérialité de la distanciation. Sur les 20 premiers ports mondiaux, 17 sont dans le Pacifique contre 5 en 1975. 25% des containers manutentionnés dans le monde étaient en Asie orientale en 1982, 43% en 1994, 64% en 2022. La plupart des grands ports sont robotisés.

Les 3 principaux constructeurs de navire sont la Chine, la République de Corée et le Japon. Les 3 représentent 93% du tonnage des nouvelles constructions livrées dont 50% pour la seule Chine. . En 1975, les USA étaient les 1^{ers} constructeurs mondiaux, en 2024, il ne représente que 1%.

18 des 35 plus gros armateurs mondiaux sont en Asie et la région possède 53,8% de la flotte mondiale. Cosco Chine 4^{ème} mondial, Ocean Network Express Japon 5^{ème}, Evergreen Taiwan 7^{ème}, HMM Co Corée du sud et Yang Ming Marine Transport Taiwan 9^{ème}.

L'autre grand joueur est l'Europe Mediterranean Shipping Company (Italo Suisse) 1^{er} mondial, Maersk (Danemark) 2^{ème}, CMA CGM France 3^{ème}.

Singapour pour la 10^{ème} année consécutive a été désignée comme 1^{er} centre maritime mondial grâce à une robotisation intense et une utilisation de l'IA qui la désigne comme le port le plus rapide au monde.

Parallèlement à ce dynamisme économique de la région, l'urbanisation des zones côtières s'intensifie. De nombreuses mégapoles sont en cours d'accroissement. Ces mégapoles anticipent activement les transformations nécessaires et recourent massivement aux nouvelles technologies.

C'est en 2019 que l'Asie-Pacifique est devenue majoritairement urbaine. La tendance selon l'ONU est de 70% en 2050. La zone abrite 21 des 30 plus grandes villes de la planète. Tokyo en tête 37millions, Shanghai 27, Pékin 20 et Osaka 19. En Asie du sud est, Djakarta 33 puis Manille 14.

L'Asie-Pacifique offre un parfait poste d'observation sur les opportunités d'une urbanisation galopante en matières de connectivité, IA et d'infrastructures mais aussi sur les dégâts possibles face aux enjeux économiques et sociaux et en particulier en termes d'inégalité.

Cette région est celle qui produit le plus de gaz à effet de serre au monde et qui subit les effets du changement climatique les plus intenses. 40% de la population de Manille vivrait dans des bidonvilles et les prévisions annoncent 25 millions en 2050. Djakarta, 20 à 30% de la ville se trouve sous le niveau de la mer et on envisage de la déplacer en créant une ville nouvelle verte, connectée complètement high tech et neutre en carbone à 1880km de là.

Les nouvelles méthodes high tech renforcent le contrôle et la surveillance de la population à l'aide des caméras bon marché en provenance de Chine. Ce qui pose le Pb des libertés individuelles. La Junte Birmane a vite compris l'intérêt de ces technologies et a commandé de milliers de caméras chinoises au nom de la « sécurité et de la lutte antiterroriste ».

Les « smart cities » et la récolte permanente des données qui les rendent encore plus intelligentes en régulant et en optimisant les services, évacuent la question de la dimension politique et des enjeux de pouvoir : le solutionnisme technologique constitue le principal facteur de dépolitisation. A travers la ville et ses outils, les « smart cities » d'Asie-Pacifique constituent un terrain d'exploration de nouvelles idéologies où se dessine l'avenir de la Démocratie. Le plan quinquennal de la Chine (2016/2020) lançait le plus grand nombre de « smart cities » au monde 500 contre 40 aux USA et 90 en Europe.

4. Renversement des rôles

Cet espace économique trouve une croissance soutenue quand les pays occidentaux semblent eux empêtrés dans des difficultés d'ordre structurel. Pendant le dernier tiers du XX^{ème} siècle, les pays d'Asie orientale produisaient d'abord pour les pays occidentaux, Aujourd'hui, ils produisent de plus en plus pour leur marchés dont le niveau d'exigence augmente également.

Les économies occidentales sont concurrencées par des entreprises régionales qui établissent des normes différentes des normes européennes jugées trop complexes. Ces nouveaux standards freinent les prétentions européennes sur ces marchés intérieurs qui sont plus à l'écoute des attentes

particulières des consommateurs asiatiques. Le maintien de leur croissance, de leurs emplois et leur R&D passe de plus en plus par l'Asie-Pacifique.

Cela constitue un retournement majeur des rôles.

Apple faisait fabriquer en 2022, 90% de ses iPhone en Chine où la firme réalise 20% de ses revenus. Dyson emploie plus de chercheurs en Asie que dans le reste du monde et a délocalisé des centres de production en Malaisie et aux Philippines. C'est d'abord en Asie du sud-est que Facebook a subi la concurrence de TikTok.

Autre exemple, le transport aérien : En 2000, l'Amérique du Nord représentait 40% du trafic aérien, l'Europe 26% et l'Asie 22%. A la veille du Covid-19, l'Asie représentait déjà 36% du trafic mondial, l'Europe 26% et l'Amérique du Nord 24%. La propension des personnes à voyager devrait tripler d'ici 2040.

Stimulé par l'augmentation de l'e-commerce (18% des ventes et déjà le double du marché américain), le fret aérien devrait plus que doubler sur la même période. Air Asia a été élue meilleure « low cost » mondiale et est devenue l'un des meilleurs clients d'Airbus. Selon ces derniers, les compagnies aériennes de la région auront besoin de plus de 17600 nouveaux avions de 2021 à 2040.

Chapitre 2 : Un modèle asiatique de développement

Quand on visite ces pays, le sentiment qui se dégage, est celui d'une fière confiance en l'avenir, d'une assurance éprouvée dans un modèle de développement qui a fait ses preuves et installé la région en pôle position de l'économie mondiale. 60% de la croissance mondiale d'ici 2030. Les performances asiatiques ne sont pas le fait du hasard mais le résultat d'une intention orchestrée par un appareil étatique volontariste et pragmatique.

1. La trame commune

Les éléments qui constituent la trame commune sont :

- Le contexte historique marqué par l'urgence nationale
- Le contexte culturel marqué par la sinité
- Le facteur éducatif
- Le contexte politique marqué par des gouvernements forts.

L'économiste Philippe Régnier évoque une mobilisation nationaliste autour de la notion de progrès et de rattrapage.

- Facteur historique

Japon : Adopter les sciences et techniques de l'Occident sans faire perdre son âme au Japon

Corée du Sud : 150 000 morts et 300 000 disparus après la guerre légitime l'existence de ce ½ pays.

Hongkong et Taïwan : survivre et résister à l'influence chinoise.

Singapour : île état créée pour s'émanciper du problème de frontières entre l'Indonésie et les Philippines.

Thaïlande et Indonésie : impactées par la logique de la guerre froide qui ont transformé les politiques économiques en vecteurs de résistance idéologique.

- Facteur culturel

Sur l'ensemble de cet espace, un mode d'organisation sociale communautaire qui sous-entend la primauté de la société sur l'individu, une philosophie politique régie par les mœurs plus que par les lois et la priorité donnée à l'éducation.

- Facteur éducatif

Les entretiens de Confucius commencent par le mot « apprendre » et l'usage de ce terme illustre l'importance accordée à l'éducation et à la pédagogie.

- Le contexte politique marqué par des gouvernements forts

Le professeur américain Chalmers Johnson a inventé le terme d'Etat développeur.

Cela a commencé par le Japon dans les années 1970 où sont évoquées les interactions multiformes qu'entretiennent les sphères de la politique, de l'économie et de la société civile. Cette spécificité est un trait commun, plus ou moins dense et complexe, à tous les pays qui nous intéressent.

Les traits distinctifs de l'Etat développeur, l'économie est utilisée comme ressource politique pour se projeter dans l'avenir. L'agriculture a fait l'objet de réformes soignées évitant tout problème alimentaire majeur sur l'ensemble de la région.

L'Etat développeur est un état stratège qui sait pouvoir disposer du temps long.

Pour améliorer la croissance industrielle et la compétitivité internationale, les états créent des agences publiques telles que le MITI au Japon, l'Economic Development Board à Singapour, l'Economic Planning Board en Corée du sud ou le National Economic Social Development Board en Thaïlande pour arbitrer les choix, piloter et soutenir toute initiative en vue d'accélérer leurs objectifs quitte à fausser le jeu de la libre concurrence par des incitations précises telles que : protection nationaliste des industries naissantes via la manipulation des prix, des taux de change, des taux d'intérêts et/ou des mesures fiscales ;

Ils investissent aussi dans la capital humain à travers les systèmes éducatifs et de formation et relèvent ainsi les niveaux de qualification.

L'état est à la fois régulateur et protectionniste. Il joue sur les prix et le marché en favorisant les délocalisations et en l'accompagnant de transferts de technologies. Il facilite l'intégration dans les circuits commerciaux et capitalistes mondiaux.

Par exemple en Corée du Sud, l'état a mis en place une stratégie volontariste pour favoriser une montée en gamme industrielle (sidérurgie, construction navale, automobile, électronique, intelligence artificielle). En 2023, le ministère de la science et des TIC a annoncé un soutien accru à 12 secteurs jugés déterminants (dont semi-conducteurs, batteries rechargeables, intelligence artificielle) par un investissement de 418mds de dollars afin de faire émerger des technologies de rupture.

Partout dans la région, des conseils en investissement financent les projets les plus performants en s'intéressant aussi à des participations dans les consortiums d'acteurs privés.

C'est en combinant la promotion des exportations à la substitution aux importations que le rattrapage industriel a pu s'amorcer dès les années 1970. La promotion des exportations repose à la fois sur un arsenal réglementaire pour protéger les industries naissantes et sur des incitations fiscales pour attirer les partenaires étrangers dans les fameuses zones économiques spéciales (ZES). Les voitures coréennes étaient exportées sur le marché américain bien avant que les Coréens puissent s'offrir ces véhicules. Les subventions aux exportations ont joué un rôle majeur dans la croissance. Cela a été dénoncé par l'OMC en particulier pour les aides publiques de la Chine comme facteur de distorsion de la concurrence. Les excédents générés par l'exportation, ont permis d'investir massivement dans la recherche et développement.

Ce processus de développement a ébranlé les théoriciens néolibéraux dont la vision était fort inspirée de l'histoire économique européenne et américaine.

La politique technologique constitue un terrain crucial dont les agences étatiques ont très tôt compris la valeur stratégique. TAÏWAN a été pionnière mais la Chine a vite vu l'intérêt de passer du statut « Made in China » à celui de « Made by China ».

L'articulation public-privé a bien fonctionné dans la région : stratégies de marques, dépôts de brevets, conquête des marchés par des produits innovants conçus localement. Ce n'est pas un hasard si le marché innovant de l'e-commerce en Asie représentait déjà 58% du marché mondial en 2019. Un chiffre qui a augmenté avec le confinement.

En quelques années, pour se défaire de sa dépendance aux brevets et aux circuits occidentaux (la pression américaine n'a fait qu'accélérer le mouvement), la Chine a mis en place des mesures pour favoriser le développement de l'industrie des composants informatiques. En 2024, SMIC ou Huawei bénéficiaires de ces aides commencent à produire des puces de 7,5, voire 3 nanomètres.

2. Le Japon force d'entraînement pionnière

C'est le Japon qui a donné son impulsion première à la région. Seule économie industrielle d'Asie orientale dans les années 1960 et 2^{ème} puissance économique mondiale jusqu'en 2010 détrônée ensuite par la Chine. C'est le Japon qui a servi de modèle pour l'industrialisation des économies voisines. Après les excès nationalistes et expansionnistes, Tokyo a délibérément choisi de se réconcilier avec et de reconstruire la relation avec sa région. Le Japon est le fer de lance structurant de la régionalisation de facto de la zone. En renforçant la région, il a amorcé le processus de distanciation avec les économies occidentales. La Chine a suivi avec 25 ans d'écart. La différence entre les 2 processus est qu'à la différence de la Chine, le Japon n'a pas revendiqué d'ambition politique ou diplomatique.

Face au dynamisme qui se produit dans la région, le déficit commercial des USA se creuse. Pour en sortir, les accords du Plaza permettent de mettre fin au dollar jugé trop fort. 2 ans plus tard le yen s'est apprécié de 60% par rapport au dollar. La forte hausse du Yen incite les entreprises japonaises à délocaliser en investissant vers leurs voisins ce qui accélère la mutation vers des économies exportatrices de produits manufacturés. De 6 Mds en 1977, les investissements asiatiques du Japon dépassent les 137 Mds en 1998. Qu'en 1997, les 1ers investisseurs en Asie Pacifique soient asiatiques, n'a donc rien de surprenant : 70% des investissements reçus par l'Asie orientale provenaient de l'Asie

orientale. Ce chiffre passe à 75% pour la Chine en provenance pour l'essentiel de Taïwan, Hong-Kong, Singapour et Japon. Cela démontre l'importance du Japon dans la croissance régionale qui a convaincu les acteurs publics que le meilleur pari était l'investissement dans l'industrie.

La spirale ascendante est lancée et des records de croissance sont pulvérisés. Dans les années 1990,, la croissance moyenne est de 6%. En 1995, la croissance de la Thaïlande est de 8%, celle de Taïwan de 6,5% et celle de la Chine 11%.

Cela montre que les spécificités du modèle ont été dupliquées avec succès dans toutes les vagues de développement.

3. Et aujourd'hui

Le modèle continue à se déployer avec plus ou moins de nuances. Entre 1997 et 2007, le Vietnam, toujours communiste, a connu une croissance moyenne de 7%. De lanterne rouge, il fait figure de futur tigre. En 2022, cette jeune république a dépassé la Corée du sud pour devenir le 6^{ème} partenaire des USA en termes de valeur des exportations. Apple a décidé d'en faire un maillon important de sa chaîne d'approvisionnement pourtant déjà très implantée en Asie du sud-est. C'est le pays qui a connu la plus forte augmentation du nombre d'usines partenaires en passant de 18 en 2016 à 27 en 2022 juste derrière la Thaïlande qui en compte 28. Aujourd'hui la part des produits de haute technologie dans les exportations frôle les 50% contre 42% en 2020 et 13% en 2010.

Le Vietnam a développé un capitalisme mixte moins menaçant que le capitalisme d'état chinois alors qu'il lui ressemble fort avec une accélération de croissance de 5,5% en 2024 et probablement de 6% en 2025. Le PIB par habitant était de 4320 dollars en 2023, contre 12500 en Chine, 7300 à Singapour, 3900 à Taïwan et 4400 en France.

L'Indonésie 16^{ème} économie mondiale et 1^{ère} de l'ASEAN, a connu une croissance moyenne de 5,3% ces 25 dernières années. Le PIB par habitant atteint 4920 dollars en 2024 et a été multiplié par 6 depuis l'année 2000. Mené par une équipe de technocrates aux compétences reconnues dans un climat politique assaini, le déficit budgétaire est maîtrisé et la dette publique est sous la barre des 40% du PIB. Pendant les 2 mandats du président Jokowi, le pays s'est doté de 16 aéroports, 18 ports, 36 barrages et du train à grande vitesse. La population est jeune, avec 30% de moins de 25 ans sur 280 millions d'habitants.

4. Les crises comme catalyseur vers la régionalisation

La zone a été confrontée à 4 crises 1985, 1997, 2008 et 2020.

1985

Au début des années 1980, le déficit américain se creuse et beaucoup aux USA, syndicats compris, accusent le Japon d'être responsable de la désindustrialisation du territoire. Ils ne prennent pas en compte une donnée majeure : en 1990, l'investissement industriel japonais était de 2 fois et demie celui des USA. Beaucoup de pays de l'Occident pensaient la même chose (Edith Cresson). La méthode du Japon inquiète. La crainte d'un déclassement conduit les USA à reprocher à Tokyo d'être un acteur commercial déloyal plaçant « de facto » le Japon dans la position de partenaire concurrent.

Des accords de Plaza(1985) arrachés par les USA à leurs partenaires, le Japon réussira à tirer des bénéfices. L'appréciation de sa monnaie lui permettra de dégager un fort excédent commercial et la

réévaluation du Yen aura un impact décisif sur l'asiatisation des économies. Car la forte hausse du yen incite les entreprises japonaises à délocaliser en investissant chez leurs voisins, accélérant non seulement leur mutation vers des économies industrielles exportatrices de produits manufacturés mais aussi la hausse des échanges régionaux.

1997

Crise financière au départ, la tourmente devient boursière avant de passer à l'économie réelle et de se transformer en crise sociale voire sociétale et politique. Les investisseurs étrangers européens et américains se retirent, les exportations chutent et l'inflation s'emballe.

3 leçons majeures vont être retenues : le cynisme des Occidentaux, la main tendue de la Chine et la nécessité de mettre en place des mécanismes pour protéger le bien public.

On a considéré en Europe et aux USA qu'après ces années de croissance folles de 7 à 10%, il s'agissait d'un accident technique opportun pour procéder aux corrections. On moquait les Thaïlandais et Coréens qui allaient vendre leurs bijoux en or pour renflouer les caisses de l'état et le ressentiment a grandi quand les fonds de pension et les fonds d'investissement s'intéressaient à des entreprises exsangues. Ce comportement prédateur a laissé un goût amer en Asie comme s'il réactivait le cynisme méprisant des comportements coloniaux.

Les institutions financières internationales qui vantaient avant la crise les atouts de ces économies, se sont mis à les critiquer dans de multiples rapports et cela est apparu déplacé. La Malaisie refuse bruyamment les prescriptions du FMI et opte pour un contrôle des mouvements de capitaux et des changes ainsi que sur une politique protectionniste sous un flux de raillerie de la presse occidentale. Les bons résultats de l'économie Malaisienne ont fini de convaincre les voisins dubitatifs qui souffraient des prescriptions imposées.

Cette phase de la mondialisation s'est arrêtée là, la confiance n'est jamais revenue. Les pays occidentaux ne semblent pas l'avoir compris. La grande leçon retenue, c'est l'importance de la région et notamment de la Chine. La République populaire de Chine s'est ainsi affichée comme étant la seule capable de tirer la région du marasme quand le Japon n'avait plus ni les solutions ni les moyens d'exercer un quelconque leadership. L'argument utilisé par le chef de l'état chinois visait à faire le **l'archipel japonais « une puissance finie » et de la Chine « une puissance d'avenir »**

Pékin a pris la mesure des risques d'une mondialisation débridée d'une part et de la nécessité de se prémunir contre les dérèglements induits d'autre part. A partir de là, le réflexe de survie a été de défendre son propre modèle voire de l'étendre à toute la région.

En profitant de la crise chez ses voisins, la Chine a vu son poids économique passer de 34% du PIB de la zone orientale en 1996 à 48% en 1998.

2008

Les extravagances de la finance anglo-américaines ont donné de grandes frayeurs à la région. Elles délégitimeront un peu plus le modèle et les règles du système capitaliste libéral ainsi que la complaisance opportune des dirigeants. En Asie, on s'interroge comment les USA qui nous donnent des leçons depuis 10 ans et vouent nos systèmes aux gémonies, ont-ils pu laisser les acteurs financiers nous tromper à ce point ? Comment les agences de notation américaines qui décernent des certificats de

bonne conduite en toute impunité, ont-ils pu tisser ce rideau de fumée ? Pourquoi l'Europe n'agit-elle pas plus collectivement et avec plus d'audace pour tenter d'apporter des solutions au surendettement des systèmes financiers.

L'Asie-Pacifique a eu une exposition limitée à la crise « des subprimes » proprement dite car, dans l'ensemble (hormis Hong Kong et Singapour), les banques étaient peu portées sur ces produits à risque.

La contraction des économies américaines et européennes a réduit la capacité d'exportation de réseaux de production asiatiques. L'impact a été de courte durée. Dès la fin de 2009, l'Asie-Pacifique a été la seule région du monde à retrouver son niveau de production d'avant la crise. En effet, les sociétés de la région ne bénéficient pas de systèmes d'assurance chômage performants ; des plans de relance sans précédent sont engagés se concentrant sur la dépense publique en particulier sur les infrastructures qui vont à leur tour relancer l'emploi.

Pour résumé, l'Asie-Pacifique réalise à la faveur de cette crise que sa dépendance à l'égard des marchés est trop forte (30%) et qu'il faut parier sur la croissance régionale et intérieure.

Chapitre 3 : Le recentrage asiatique

Sur les 30 dernières années, les chiffres montrent un approfondissement de l'intégration régionale qu'il s'agisse des flux de marchandises, des flux financiers ou des personnes. L'Asie-Pacifique est le seul continent qui développe une politique proactive de libre-échange régional, se densifie et s'irrigue plus fermement par elle-même sans pour autant renoncer à la mondialisation.

60% des échanges commerciaux sont à l'intérieur de la région. 70% des financements des start-up proviennent de la région. 75% des déplacements en Asie sont effectués par des Asiatiques.

1. Régionalisation et Asian Way

Quand on parle d'intégration régionale en Asie orientale de quoi parle-t-on exactement. Certainement pas de processus encadrés, rigides et contraignants dûment et longuement négociés. Il s'agit plus d'un processus informel mû par une dynamique interne puissante qui encourage complémentarité et substitutivité qui produit un développement en cascade. On a observé une régionalisation pragmatique sans régionalisme : une intégration connectant une multitude d'entités et d'espaces économiques. Cette culture des affaires et ce système informel de liens de loyauté et de proximité souvent familiaux, participent à l'organisation réticulaire de l'économie. Les diasporas chinoises (près de 40 millions d'individus) constituent la communauté d'affaires transnationales la plus visible.

L'Asie-Pacifique s'organise au mieux pour valoriser les opportunités de la mondialisation, atténuer ses effets les plus néfastes et/ou donner un semblant de cohérence à une prolifération institutionnelle d'interconnexions sans toujours de grande cohérence entre toutes les initiatives.

L'hétérogénéité de la région et les visions parfois différentes du processus à mener, plaident plutôt pour une dynamique de convergence au moins économique. On revient à l'idée d'un consensus régional pour la croissance.

2. Les rapprochements financiers et monétaires

Sur ces deux aspects, l'Asie orientale organise le processus d'approfondissement lent mais nourri. La connectivité numérique qui s'est accélérée pendant la pandémie, a soutenu des progrès significatifs.

Alors que la finance asiatique est de plus en plus prégnante dans les flux globaux, elle compte surtout de plus en plus pour l'Asie-Pacifique. Les acteurs du secteur sont les plus déterminés à profiter des opportunités de leur région. La maturation des cycles économiques, la complémentarité des marchés, l'adaptation technologique à de nouveaux modes de financement et de paiement numérique et les perspectives de croissance font de l'Asie un espace dynamique d'opportunités financières. Alors que le marché chinois stagne en 2024, l'activité se réorganise autour des opportunités présentées par les économies d'Asie du Sud-est, notamment Singapour, les Philippines, l'Indonésie et le Vietnam.

Les besoins en investissements sont énormes : la Banque asiatique de développement les a estimés à 1,7 trillion de dollars par an jusque 2030 rien que pour les infrastructures. Les investissements directs étrangers en Asie-Pacifique proviennent majoritairement de la région à 60% en 2023 contre 48% en 2010. La Chine et le Japon restent les moteurs mais d'autres acteurs comme la Corée du sud et Singapour progressent et notamment dans les jeunes pousses. Dans des économies comme la Malaisie ou l'Indonésie la part des investissements est passée de 26% en 2010 à 61% aujourd'hui. Le marché du crédit privé est aussi en plein boom : plus de 50% des prêts accordés dans la région proviennent des grandes banques régionales chinoises, japonaises ou Singapouriennes contre 30% avant la crise de 2008.

La sensibilité des économies et des monnaies d'Asie-pacifique à la politique monétaire et au taux de change américain finit par peser et se transforme en une confrontation larvée contre la domination du dollar.

La crise de 1997 a d'abord souligné l'absence de coordination monétaire. Le Japon, fer de lance a cherché une réponse synergétique asiatique. Il a été à l'origine de la 1^{ère} réunion des ministres des finances de l'ASEAN+3 c'est-à-dire Japon, Corée du Sud et Chine. Tokyo a proposé la mise sur pied d'un instrument commun, un fond monétaire asiatique de 100 Mds de dollars. Ce projet s'est heurté au refus des USA soucieux de ne pas voir contourné le FMI.

En mai 2000, la réunion des ministres des finances de l'ASEAN+3 avalise un système de contrôle des devises entre pays du groupe. Ce système est doublé d'un accord pour exercer une surveillance des capitaux dans toute l'Asie orientale.

En 2003 et 2004, s'est matérialisée l'Asian Bond Market Initiative, un 1^{er} marché obligataire régional en monnaies locales. En mars 2022, ce marché obligataire valait 23500 Mds de dollars.

En 2005, la banque asiatique de développement propose la tentative la plus ambitieuse de coopération financière régionale l'Asian Currency Unit dont la valeur devait refléter une moyenne pondérée des monnaies de l'Asie de l'Est.

Dans la même logique, début mai 2007, les ministres des finances ASEAN+3 réunis à Kyoto, jettent les bases d'un fonds multilatéral de gestion des devises dont la multilatéralisation est actée en mai 2009. Les réserves mises en commun totalisent 240 Mds de dollars. En mars 2021, les membres ont modifié l'accord pour augmenter encore la part dédiée de 30 à 40% du montant maximal de l'accord de chaque membre.

Tel un serpent de mer, l'idée d'un Fonds monétaire Asiatique réapparaît à intervalles réguliers. La Chine a repris le flambeau d'un Japon très sermonné par Washington. Un Fonds monétaire asiatique permettrait de diversifier les engagements financiers des pays asiatiques, améliorerait l'autonomie et la

stabilité financières régionales. L'effondrement de la Silicon Valley Bank et les difficultés du Crédit Suisse à l'hiver 2022-2023 font craindre de nouveaux effets de contagion dévastateurs. L'incapacité des régulateurs américains à détecter les problèmes qui se profilaient à la Silicon Valley Bank conforte l'intérêt d'une alternative à un ordre financier piloté par les USA.

3. Dé-dollarisation c'est en Asie-Pacifique que cela se passe

C'est un des aspects les plus symboliques de distanciation. Si tous les experts s'accordent à dire que cela prendra du temps, notamment en raison de sa délicate faisabilité politique mais aussi parce que le roi dollar n'a pas encore de concurrent fiable. Le processus d'affranchissement qui s'est enclenché après la crise pétrolière de 1975, s'est revivifié après la crise financière de 1977 dans un mouvement de fronde général. Très ancrées et dépendantes d'un billet vert qui s'était fortement apprécié, les monnaies asiatiques ont dévissé, entraînant chutes de croissance, creusement des déficits courants et augmentation des dettes. Des spirales négatives qui ont généré de durables ressentiments.

La Chine a dès lors, habilement instrumentalisé l'humiliation des pays d'Asie et depuis incite ses partenaires régionaux à se dissocier du roi dollar dont les dysfonctionnements sont dénoncés avec vigueur.

La posture chinoise se fonde sur 3 convictions fortes :

- Partir en guerre contre l'hégémonie du dollar est une affaire politique
- Les enjeux de la guerre commerciale avec les USA et les retombées sur sa propre croissance l'incitent à accélérer le mouvement.
- Les autorités chinoises estiment que le choix américain d'utiliser le dollar comme un outil de sanction pour pénaliser le commerce porte atteinte à ses intérêts fondamentaux.

Aux contraintes imposées par l'usage du dollar s'est ajouté un argument de bon sens. IL paraît disproportionné que 80% des échanges intra régionaux soient libellés en dollars en 2022 alors que les USA ne représente que 9% des exportations et 5% des importations asiatiques.

La chine encourage l'utilisation du renminbi dans les échanges en Asie. Pékin ayant fait le choix de l'ordre dans son propre système financier, l'usage du renminbi augmente d'une année sur l'autre. Sur le temps long, il a gagné du terrain sur le dollar et l'euro.

1^{er} créancier mondial depuis 2017 (devant le FMI, la Banque Mondiale et les prêteurs du club de Paris), la Chine devient aussi un bailleur régional. Ainsi les flux financiers la BRI sont passés de 10,8 Mds en 2021 à 18,6 Mds de dollars en 2022. Toutefois, et même si c'est en Asie-Pacifique que les prêts sont le plus facilement libellés en renminbi, ils sont généralement officialisés en dollars.

En mars 2023, le yuan est devenu la monnaie la plus utilisée par la Chine dans les paiements transfrontaliers dépassant le dollar pour la 1^{ère} fois : de 0% en 2010 à 48% en 2023 la progression est notable. Ce qui paraît le plus intéressant à saisir, c'est que l'Asie moteur de la croissance mondiale, continue sa distanciation des circuits occidentaux en l'étendant au champ à la fois technique, politique et symbolique de la monnaie. La progression se fait par petites touches successives qui montrent cependant une tendance lourde. Par exemple, en juillet 2023 la plus grande banque d'Asie du Sud-est, la banque Singapourienne DBS a lancé une nouvelle solution de paiement pour le yuan numérique

chinois élargissant ainsi le nombre d'entreprises qui peuvent recevoir des paiements dans la monnaie numérique de la banque centrale de Pékin.

4. Le grand marché intérieur d'Asie-Pacifique

Pendant les années de décollage, la régionalisation a été prioritairement impulsée par les acteurs privés à la recherche de bonnes performances mais sans mécanisme institutionnel bien défini. Le terme néo-régionalisme a été utilisé pour appréhender la réalité asiatique de ce dynamisme échevelé. A partir des années 1990, le rythme s'accélère sous l'impulsion d'une Chine qui devient le 1^{er} partenaire commercial d'une bonne partie des économies asiatiques.

Plusieurs initiatives se font jour entre les différents partenaires durant la période pour aboutir finalement le 15 novembre 2020 à la signature d'un accord présenté comme le plus grand accord commercial du monde : 15 états, 30% de la population mondiale et 30% du PIB mondial. Il comprend 20 chapitres incluant le commerce, l'investissement et la propriété intellectuelle. Il élimine les droits de douane sur 90% des marchandises dans les 15 prochaines années. Hong Kong a fait une demande d'adhésion, Seul la Corée du Nord et Taïwan sont demeurées pour l'instant sur le côté. Les 3 principaux acteurs sont bien sûr la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

Cela menace l'influence américaine en Asie. La dénonciation par l'administration TRUMP du TPP (TransPacific Partnership) a augmenté les doutes sérieux sur les intentions et la fiabilité américaine. Les 5 grandes économies de l'ASEAN devraient voir leurs importations augmenter de 5,7% par an entre 2023 et 2028. En termes de valeur, le commerce intra-asiatique en 2024 a dépassé celui des marchés de l'UE et des USA. Après les errements de l'administration TRUMP, Joe BIDEN lance l'IPEF (Indo-Pacific Economic Framework) le 23 mai 2022 lors de sa visite au Japon. Il s'agit d'un engagement d'intégration dans 4 domaines clés : le commerce, les chaînes d'approvisionnement (en particulier les semi-conducteurs), une économie propre et équitable, la lutte contre la corruption. Cela concerne 13 pays : USA, Japon, Inde, Australie, Brunei, Corée du Sud, Indonésie, Fidji, Malaisie, Nouvelle Zélande, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam soit 40% du PIB mondial et 2,5 Mds de personnes. Cet accord est clairement vu par la Chine comme un instrument de l'hégémonie américaine. Il sera difficile aux pays d'Asie de s'aligner sur les directives américaines tout en étant de plus en plus intégrés aux dynamiques chinoises.

5. Le régionalisme Asiatique à l'épreuve de la rivalité sino-américaine

L'aire du commerce international devient une aire de géopolitique de 1^{er} plan.

C'est d'abord un défi de bon sens. Les lois de la géographie sont tenaces, la Chine est la voisine alors que les USA sont de l'autre côté de l'océan. 7000km pour l'Australie, 13000km pour les USA et 14000km pour l'Europe. La marge de manœuvre des USA est étroite entre coopération et fermeté. Aucun président des USA n'assiste aux forums asiatiques depuis OBAMA. Le déficit américain qui se détériore d'année en année, pèse contre leurs engagements stratégiques.

L'un des objectifs des USA consiste à inciter la région, Chine comprise, à souscrire aux normes et lois internationales au moment même où les pays occidentaux doutent du respect des règles à l'OMC par Pékin. Le TPP et le IPEF cités plus haut négociés entre 12 états en excluant la Chine, accentue la rivalité Chine/ USA. Cette rivalité, si elle se focalise d'abord sur la dimension commerciale, touche plus fondamentalement les principes, les valeurs et les normes qui alimentent une rhétorique politique. Les

accusations à l'emporte pièce contre Pékin de l'administration TRUMP, les menaces à l'égard du Japon ou la Corée du sud « sommés de payer pour leur sécurité », la négligence envers ses partenaires en particulier Singapour (pas d'ambassadeur américain entre 2017 et 2021), ont eu un effet inverse à celui désiré : décrédibiliser la puissance américaine. Le doute voire la méfiance n'ont jamais quitté des pays comme le Vietnam et la Malaisie mais aussi des alliés comme le Japon, la Corée du Sud et Singapour.

La diplomatie américaine prend une direction plus militaire qu'économique. Si de nombreux partenaires partagent l'inquiétude du Pentagone sur la montée en puissance de la Chine sur le plan militaire et économique. Il est difficile d'adhérer à une vision régionaliste qui défend le principe nationaliste « America First »

La proportion montrant un déclin de l'engagement américain en Asie du Sud-est sous la présidence TRUMP, est de l'ordre de 70 à 90% dans les différents pays de l'ASEAN. De 2021 à 2023, la Chine a gagné 20 points de confiance politique et stratégique. La Chine est considérée comme l'acteur économique le plus influent à 60% alors que les USA sont à 10,5%. Les USA ne sont plus considérés comme médiateur voire stabilisateur des équilibres régionaux. L'arrivée de Joe Biden n'améliore pas sensiblement la tendance et le retour de TRUMP ne fait qu'empirer les choses.

Captifs de la rivalité entre grandes puissances, les pays d'Asie orientale n'ont d'autre solution que de louvoyer, de temporiser et de maintenir des liens ouverts avec chacune d'elles.

5. Des étudiants toujours plus nombreux : les cursus occidentaux sont concurrencés

La mobilité étudiante est intéressante à étudier car elle prépare l'avenir. Elle peut contribuer à l'approfondissement possible d'une identité régionale et contribuer au processus de distanciation des circuits occidentaux. De plus en plus d'étudiants asiatiques envisagent de suivre leurs études à l'international dans la région même. Cela relativise la part longtemps exclusive des circuits universitaires occidentaux.

Le choix de l'Asie par ces étudiants, n'est pas un choix politique mais un choix pragmatique. L'Asie-Pacifique est le continent qui semble présenter le plus d'opportunités, les promesses les plus enthousiasmantes et aussi les mieux rémunérés.

Pour ceux qui en avaient les moyens, il était prestigieux de partir vers les pays occidentaux en tête les USA et le Royaume Uni. Jusqu'en 2019, les étudiants chinois et sud-coréens y étaient au 1^{er} rang des étudiants étrangers, le Vietnam, Taïwan et le Japon en sixième, septième et huitième rang. En ajoutant les indiens, cela représentait 80% des étudiants étrangers aux USA. L'accueil mitigé, des cursus pas toujours en anglais, ont incité les étudiants étrangers à regarder ailleurs. Les décisions récentes de TRUMP renforcent cette tendance.

Le processus s'est accéléré après la crise du COVID de 2020. En 2019, 12 universités asiatiques étaient dans les 100 1ères universités mondiales. En 2023, ce nombre s'élève à 16. Les projections pour 2040, sont 20% d'universités asiatiques dans le top 200 mondial.

La proximité des entreprises locales favorisent les embauches à la sortie des études. La Chine arrive en tête des contingents d'étudiants qui s'inscrivent dans la région.

Ces jeunes voient leur avenir en Asie ; ils établissent un lien direct entre leur formation et le marché du travail.

A terme, les interactions entre pays d'Asie-Pacifique et pays occidentaux seront plus compliquées quand les interactions entre pays d'Asie-Pacifique seront simplifiées.

Chapitre 4 : Vers une « Pax asiatica ? »

La grande transformation conduisant à la désoccidentalisation touche de plein fouet un ordre sécuritaire qui n'a pas bougé depuis 1945. Sur ce terrain, l'Asie-Pacifique défie l'ordre d'après-guerre et présente une situation complexe et dégradée entre les schémas simultanés de concurrence, de conflit et de coopération. Les ambivalences sont nombreuses et entretiennent des incertitudes lourdes de conséquences à la fois sur les positions occidentales dans la région et sur les liens transatlantiques. Les reconfigurations en cours pourraient accentuer la marginalisation de l'UE car elle est dépendante de la dissuasion et de l'outil de défense des USA.

Au tournant du millénaire après les attentats terroristes aux USA et la désastreuse intervention en Irak, le flottement sécuritaire profite à la Chine qui exerce une importante pression pour sa modernisation capacitaire militaire et poursuit une offensive de charme sur le plan diplomatique en Asie-Pacifique. Alors que la configuration sécuritaire en Europe orientale et au Moyen-Orient, requiert toute l'attention des pays occidentaux, la configuration géostratégique de l'Asie-Pacifique subit des transformations majeures aux aboutissements incertains et menaçants.

Le président Xi Jinping dès son arrivée au pouvoir en 2013, récuse la présence américaine et celle de ses alliés afin que la sécurité en Asie soit assurée par les Asiatiques eux-mêmes. La détermination chinoise à étendre sa puissance politique et à mettre fin à la domination américaine, vise à établir un équilibre des forces qui complique singulièrement les alliances américaines en Asie. Tous les affrontements potentiels sont susceptibles de donner lieu à des face à face entre nations asiatiques. L'Europe qui dispose de peu moyens dans la zone, semble elle condamnée à un strapontin.

L'Asie-Pacifique est un espace déterminant pour les circulations maritimes, le seul détroit de Malaca représente 19% des flux globaux en 2023. Selon « Bloomberg Economics », un conflit entre la Chine et Taïwan pourrait provoquer un choc de 10 000 Mds de dollars pour l'économie mondiale, soit 10% du PIB mondial.

1. Les USA sont-ils encore les gendarmes de l'Asie orientale

Depuis un ½ siècle, les USA établissent l'ordre sécuritaire en Asie orientale. Cet ordre s'articule autour de liens de sécurité bilatéraux durs (systèmes d'alliances) et des groupements multilatéraux « mous » (forums et dialogues sécuritaires). Les USA ont exporté la sécurité et importé des biens en acceptant des balances commerciales déficitaires pour maintenir l'équilibre sécuritaire de leurs alliés. Après des décennies de relations étroites, diversifiées et incontournables, un doute argumenté s'installe.

L'alliance avec le Japon est la pierre angulaire, la clé de voute de ce système. Elle s'appuie sur un traité en septembre 1951 révisé en 1960 qui organise la défense du Japon. 54000 soldats américains sont au Japon et des bases militaires à 70% sur l'île d'Okinawa. D'autres traités sont signés en 1951 avec les Philippines, en 1953 avec la Corée du sud puis la Thaïlande en 1954. Encore en 1990 avec Singapour, un accord bilatéral de défense est signé avec l'utilisation par les USA d'installations dans l'île –Etat.

Une volte-face stratégique est signée par Nixon en 1972 qui officialise la politique d'une seule Chine et exclut Taïwan de l'ONU au profit de la Chine. En 1976, Carter dénonce le traité signé avec Taïwan. Après le retrait peu glorieux des USA du Vietnam en 1973, le malaise voire la méfiance se fait plus profond.

2. La révolution militaire de la Chine

En l'espace de 25 ans, les paramètres sont bousculés au point que la Chine apparaît aujourd'hui comme un pays concurrent de force comparables aux USA.

La Chine se lance dans une modernisation capacitaire et une offensive de charme diplomatique en Asie-Pacifique qui redistribuent les cartes de l'échiquier mondial. La Chine avance par paliers successifs. La différence entre les années 1980 et aujourd'hui est saisissante. C'est dans son espace périphérique que son potentiel disruptif est le plus vivement ressenti.

L'échec de la guerre avec le Vietnam en 1979 a montré des forces armées obsolètes et inefficaces. Un vaste programme de réformes et de modernisation est engagé. Objectif : avoir une armée de classe mondiale en 2049. Entre 2000 et 2021, ses dépenses de défense sont multipliées par 4. En 2010, elle se positionne au 2^{ème} rang mondial derrière les USA., rang qu'elle occupe toujours avec une augmentation de 7,2% en 2024. L'inversion du rapport de force naval en faveur de la Chine dans le Pacifique, Pourrait se produire en 2027. A partir de 2030, l'écart se creuserait pour la flotte sous-marine.

Entre 2015 et 2017, construction de 1^{er} porte-avion 100% national mise en service en 2019. En 2022, mise en service de son 3^{ème} porte-avion avec des capacités nettement améliorées dont une catapulte électromagnétique.

En quelques années, la marine chinoise construit de nombreux sous-marins nucléaires d'attaque et des sous-marins à propulsion conventionnelle et devient la 2^{ème} force navale en Asie-Pacifique derrière les USA soit 70 bâtiments dont 6 SNLE, 6 SNA et 44 sous-marins conventionnels. Les JL3 missiles de long portée 11000 km sont capables de toucher les USA.

Si l'écart de perception avec la puissance américaine se réduit, elle est perçue comme une grande puissance militaire mondiale mais à ce jour, elle n'est pas encore parvenue à incarner une alternative à l'ordre sécuritaire américain.

A l'inverse des USA, la Chine se montre constante dans la poursuite d'une stratégie opérationnelle globale en signant des partenariats locaux en 2013 avec l'Indonésie, avec la Thaïlande en 2015, les Philippines en 2018. La Malaisie, le Cambodge, la Thaïlande, et la Birmanie ont engagé des coopérations sécuritaires durables avec Pékin. Le Cambodge a signé en 2019 un accord prévoyant l'ouverture d'installations et le stationnement d'unités chinoises sur une base navale du royaume. Par ailleurs, la Chine a augmenté sensiblement la vente d'équipements militaires aux pays d'Asie-Pacifique.

3. Le casse-tête chinois des armées occidentales.

Le renforcement de l'appareil militaire chinois place les pays occidentaux devant des choix difficiles

La rivalité sino-américaine retient toute l'attention des administrations américaines. Dès 2011, OBAMA déclare que dorénavant le basculement vers l'Asie serait l'axe majeur de la politique étrangère américaine. Les USA tentent de rassurer en rendant visible leur réengagement. Avec des actions concrètes : accroissement de la présence de l'US NAVY en mer de Chine du sud à partir de 2012, nouvelles doctrines militaires et nouveau cadre de coopération. Cependant des contraintes financières

ralentissent les efforts et cela ne convint pas les états majors locaux. En particulier quand TRUMP en 2016 pendant sa campagne électorale, annonce qu'il va retirer les forces américaines au Japon si Tokyo n'acceptait pas de participer au financement du maintien des troupes. Il menace aussi de détruire la Corée du nord si celle-ci attaquait les USA ou ses alliés. Ses menaces isolationnistes et son souhait de diminuer le volume des opérations militaires extérieures renforcent la méfiance de ses alliés locaux. Les USA de TRUMP renvoient une image de fragilité et d'impulsivité que ne feront que confirmer les événements du Capitole en janvier 2021. Malgré les tentatives des équipes CLINTON et OBAMA d'inclure un schéma sécuritaire avec la Chine, c'est la logique d'un face à face plus brutale qui s'impose avec TRUMP.

La Chine poursuit ses opérations coercitives et ne paraît pas inquiète des fanfaronnades de TRUMP.

Voulant reprendre la main, l'administration TRUMP en mai 2018, remplace l'US Pacific Command par l'US Indo-Pacific Command et ce sera le nouveau principe d'organisation de l'architecture politico-sécuritaire américaine des côtes américaines de l'océan Pacifique à l'océan Indien. En octobre 2022, l'administration BIDEN confirme et complète les options prises par celle de son prédécesseur. C'est à dire contenir la Chine en mettant l'accent sur le leadership américain et reconstruire des relations de confiance avec les alliés de Washington.

En janvier 2023, lors de sa visite au Japon, il promet de contribuer au renforcement de l'armée nipponne. Il prévoit également le déploiement d'une force de réaction rapide de marines sur le flanc nord de Taïwan et une aide de 4,5Mds de dollars d'aide à la sécurité dans les 4 prochaines années. Aux Philippines en février 2023, il conclut un accord pour accéder à 4 installations militaires supplémentaires soit 9 au total. 66mds de dollars devraient être investis dans la région dont 6Mds pour la dissuasion. Le Pentagone met en place un système de réseau évolutif. Les partenaires sont libres de choisir l'étendue de leur coopération en matière de défense.

Une multitude de forums sont organisés le Quad en 2021, le Squad en 2023, en juin 2024. A cette dernière occasion, le Secrétaire d'état à la Défense affirme : Les USA ne peuvent être en sécurité que si l'Asie l'est.

Devant la rivalité Sino-américaine, les Européens se retrouvent peu pris en compte et mis à la marge.

4 Les ambivalences de l'Europe

Alors que la sécurité de l'Asie a un impact direct sur la sécurité et la prospérité des Européens, ceux-ci approchent ce nouveau basculement dans des conditions désavantageuses avec une influence perçue comme floue, instable et limitée, peu fiable. L'Europe n'a pas de présence militaire sur ce théâtre et elle apparaît en mode divisée quand une coordination européenne plus poussée serait nécessaire.

Les Européens se disputent les marchés de l'armement. L'Union européenne se pense comme puissance d'équilibre sans cohérence de son action et de celle de ses états membres qui finit par créer une vraie confusion dans les esprits asiatiques. Une incompréhension quand à l'été 2024, l'Allemagne annonce entreprendre des négociations avec les Philippines pour signer un accord de coopération en matière de défense d'ici la fin de l'année.

S'il y a un point sur lequel les partenaires asiatiques insistent dans toutes les discussions et depuis de longues années, c'est qu'ils refusent de se trouver coincés entre les USA et la Chine et d'avoir à se positionner.

L'UE a donc dû fournir des efforts pour rassembler ses initiatives autour de son expertise et laisser son empreinte en matière de sécurité à la fois comme puissance de rééquilibrage, comme puissance médiatrice et comme puissance fonctionnelle. L'UE s'est efforcée de faire vivre le dialogue Asie/Europe (ASEM), forum biennal créé en 1996 pour faciliter les échanges sur tous les sujets y compris sécuritaires.

En 2012, la Commission européenne a mis à jour sa stratégie sécuritaire pour l'Asie de l'Est et a accédé au traité d'amitié et de coopération de l'ASEAN. En mai 2018, le Conseil a adopté des conclusions sur une coopération renforcée de l'UE en matière de sécurité en Asie et avec l'Asie, notamment en ce qui concerne la sûreté maritime, la cybersécurité, la lutte contre le terrorisme, les menaces hybrides. En décembre 2020, l'UE et l'ASEAN ont signé un partenariat stratégique.

En septembre 2021, l'UE s'est dotée d'une stratégie indo-pacifique qui définit ses intérêts économiques, diplomatiques et stratégiques dans la zone. Si les qualités, expériences et expertises de l'Europe sont appréciées, les ressources allouées semblent ridiculement disproportionnées par rapport aux ambitions annoncées.

L'UE avait adopté en 2012 une position officielle pour promouvoir une résolution pacifique des conflits dans le respect du droit international et pour offrir une expérience en matière de résolution des différends maritimes et de gestion de ressources ; Cependant, être un catalyseur intelligent est certes un beau projet mais insuffisant pour convaincre. Plus qu'une puissance militaire, l'UE entend être une puissance politique pour défendre le multilatéralisme, les principes démocratiques, l'état de droit et le droit international. Les états d'Asie ne concluent qu'en cas de crise dans leur espace, il serait difficile d'imaginer que les états européens projettent des capacités de combat conséquentes pour défendre la libre circulation dans le détroit de Taïwan ou en mer de Chine du sud. Le face à face militaire entre la Chine et les USA contraint et relativise d'emblée l'Europe.

L'UE serait directement impactée par une guerre dans le détroit de Taïwan bien plus que par la guerre d'UKRAINE du fait que 25% de sa balance commerciale seraient perturbés. La recherche d'équilibre devient de plus en plus difficile pour les Européens menacés non seulement dans leur géographie sécuritaire mais aussi par leur dépendance asymétrique à l'égard de la Chine voire des USA : l'attaque russe de l'Ukraine met en exergue l'importance clé des USA dans la défense du vieux continent.

5. Des points d'abcès aux conséquences multiples

Les conflits qui menacent la paix en Asie orientale sont tous des conflits locaux aux répercussions régionales et mondiales. Ce sont essentiellement des griefs historiques aux différents territoriaux jusqu'aux tensions ethniques, la criminalité organisée ou le terrorisme. Cela pourrait très facilement dégénérer car chacun des points d'abcès constitue un déclencheur potentiel exacerbé par la rivalité sino-américaine. Ces dernières années, on ne constate aucun relâchement des tensions militaires aucune trêve. La guerre d'agression russe a fait tomber un tabou qui encourage à la provocation.

Cette perception des menaces régionales reste le principal moteur de la poursuite du renforcement des capacités militaires. Parmi ces menaces, 3 d'entre-elles retiennent l'attention : Taïwan, la Corée du nord et la mer de Chine. Elles posent question des garanties de sécurité à l'égard d'alliés dubitatifs.

TAÏWAN

« *L'armée chinoise doit oser se battre* » a proclamé martialement Xi Jinping en juillet 2013 comme s'il s'agissait d'une inéluctabilité historique rappelée à la moindre occasion officielle.

Pas sûr que Pékin ait intérêt à tuer Taïwan : un tiers des conteneurs chinois passent par le détroit et un conflit aurait un impact immédiat sur le delta du Yangtze, centre névralgique de l'économie chinoise.

C'est plutôt une politique d'intimidation et d'encerclement qui est utilisée. Des opérations de désinformation, d'influence et de manipulation sont devenues légion comme les cyberattaques. C'est la même politique que celle déjà utilisée pour Hong Kong ou en mer de Chine sans jamais provoquer de crise majeure. Biden avait déclaré qu'il enverrait des troupes pour défendre l'île de Taïwan. Celle-ci est un atout de poids : démocratie solide et bastion militaire le plus proche du continent, verrou central et centre de renseignement pour l'Asie-Pacifique.

Néanmoins Xi Jinping a demandé à son armée d'être prête à s'emparer de Taïwan en 2027. La position de Trump est ambiguë et non fiable. Une confrontation armée serait néfaste pour les 2 parties.

Le risque nord-coréen

Rétive à tout compromis avec un quelconque ordre international et confortée après ses accords avec la Russie de défense mutuelle et ses relations avec Pékin, elle donne ses partenaires des arguments pour poursuivre le processus de désoccidentalisation dans une fuite en avant militariste sans risque de sanctions du conseil de sécurité de l'ONU.

Les USA annoncent être ouverts au dialogue avec la Corée du nord sans conditions préalables mais rappellent d'emblée que l'objectif de pourparlers devait être un désarmement complet, vérifiable et irréversible qui laisse présager aucune volonté de compromis..

Le programme nucléaire de la Corée du nord ainsi que l'envoi de soldats nord-coréens en UKRAINE peut-être interprété comme une nouvelle et inquiétante provocation de Pyongyang aux pays occidentaux.

Mer de Chine du sud : des tensions jusqu'à la guerre

Sur ce terrain, la méthode est différente même si le résultat recherché est identique ; contester l'ordre international et la règle de droit qui le soutient. Au nom des droits historiques et incontestables de la Chine, cet espace international semi-fermé de 800 000 km² a été méthodiquement militarisé en neuf puis dix traits. La Chine est la seule à revendiquer non seulement les terres émergées mais aussi l'espace marin autour d'elles et à y appliquer les mêmes règles qu'elle impose à la navigation étrangère dans ses eaux territoriales.

Pékin revendique sans discussion possible une sanctuarisation nationale de ce couloir de circulation internationale (33% du trafic maritime mondial et 8 des premiers ports pour le transport de marchandises) riche en matières premières (12% des pêches mondiales, d'importantes réserves en hydrocarbures et des gisements miniers cuivre, cobalt, nickel et manganèse).

L'autre difficulté est que la Chine a mis en œuvre une stratégie de militarisation pour appuyer ses revendications et accaparer espace et ressources. Contrer la puissance militaire croissante chinoise devient plus compliqué et plus cher pour les USA et leurs alliés. Depuis 2022 Il cherche à s'emparer d'une île occupée par Taïwan, l'île de Taiping seule île disposant d'eau pour le ravitaillement des sous-marins. Pour ce faire, ils font des travaux de terrassement pour construire une île artificielle en guise d'avertissement.

Cette politique de harcèlement se poursuit inexorablement avec des incursions régulières dans les zones économiques exclusives des voisins : Philippines, Vietnam, Indonésie et Malaisie.

De nombreuses plaintes sont déposées sans résultat ce qui épuise la patience diplomatique de ses voisins.

Depuis 2015, les USA et d'autres pays comme la France, réalisent des opérations de liberté de navigation, exercices aussitôt qualifiés d'illégaux par les Chinois. En s'approchant voire en franchissant les limites des secteurs revendiqués, ces navires ou ces avions manifestent le refus occidental du fait accompli et des prétentions territoriales de la Chine, et l'affirmation de la liberté de navigation internationale. La mer de Chine est un des rares endroits où les armées chinoises et américaines sont en contact quasi direct mais ira-t-on jusqu'à l'affrontement. Tant que les questions juridiques ne seront pas traitées avec détermination ou qu'un accord politique ne sera discuté ; la situation précaire. La Chine continuera à annexer le moindre îlot désert et les eaux territoriales.

6. Vers un nouvel ordre de sécurité asiatique

Cette détérioration graduelle et calibrée de la sécurité en Asie-Pacifique n'est pas le fruit du hasard mais d'une série d'actions élaborées pour dissoudre patiemment le réseau d'alliances et déstabiliser l'ordre libéral organisé autour de la toute puissance américaine. Ce que réclament les puissances montantes Chine en tête, c'est une sortie de cet ordre qualifié « d'hégémonique » et une renégociation des termes sécuritaires.

Dans la grande distribution des cartes en cours, l'Asie-Pacifique dispose de plusieurs atouts de taille. L'Asie orientale est la seule région émergente à disposer de cette épaisseur historique pour avoir été à l'avant-garde du développement mondial pendant près de 2000 ans jusqu'au XVIIème siècle au moins.

Elle constituait une unité organique et faisait système bien avant l'arrivée des Occidentaux. Un système alimenté par des dynamiques de rapprochements denses, anciennes ainsi qu'une matrice civilisationnelle. La Mémoire de ce système n'est pas celle des alliances mais celle de réseaux complémentaires selon des convergences opportunistes. C'est un mode flexible, une forme d'existence fondée sur la multiplicité et l'acceptation des différences, des interactions interpersonnelles, des partenariats agiles ce qui est le contraire de la conception hiérarchique et coercitive des relations internationale. Il s'agit de ne pas s'enfermer dans des schémas manichéens qui produisent des perdants et des gagnants mais privilégier un échange informel fondé sur la retenue.

Le fameux « do not make us choose » des membres de l'ASEAN est un principe cardinal difficilement compréhensible pour des pays comme les USA qui pensent l'espace mondial en termes de camps et d'alliance. La Chine est globalement perçue comme étant relativement cohérente dans ses paroles et ses actes. Sa centralité s'impose comme une évidence même si la menace qu'elle représente, n'est pas sous-estimée.

Le conflit est vécu comme un désaccord. Les discussions peuvent durer longtemps. Le code de conduite entre l'ASEAN et la Chine sur la mer de Chine méridionale, discuté depuis 1990, a été signé en 2002 et depuis cette date, un 2ème code est en cours d'élaboration. Il vaut mieux pas d'accord qu'un mauvais accord. Des discussions similaires ont lieu entre le Japon et la Chine pour déployer des efforts positifs pour faire de la mer de Chine une mer de paix, de coopération et d'amitié. D'autres discussions sont en cours entre la Chine, le Japon et la Corée du sud.

Ce sont les occidentaux qui ont apporté la guerre en Asie, pour préserver la paix et la prospérité, les affaires asiatiques doivent donc être gérées par les Asiatiques.

Malgré tout les avis diffèrent. Devant les évolutions en Europe avec l'Ukraine et au Proche Orient, 2 grandes tendances se dessinent : d'une part l'impérative nécessité de renforcer les appareils de défense du fait des aléas des soutiens extérieurs (incertitudes avec les USA) et d'autre part l'importance d'ouvrir des discussions et mener des réflexions sécuritaires avec l'ensemble de la région y compris la Chine. On observe un resserrement des relations de défense sous l'ère Biden et de nouveaux questionnements avec Trump. Les initiatives régionales s'étoffent et ainsi l'asiatisation de la défense prends corps.

Les états de l'Asie-Pacifique ont réexaminé la viabilité de leurs forces armées, de leur doctrine et de leurs stocks d'équipements. Partout, l'accent est mis sur l'importance de la capacité industrielle de défense nationale dans un conflit durable. Les programmes de modernisation engagés depuis plus de 20 ans, reposent sur 2 piliers : amélioration de la base industrielle et technologique, acquisition d'équipements dotés de hautes technologies via des importations.

La Corée du sud est en pointe 2,8 % du PIB : avions furtifs, drones, porte avion en cours de définition, sous-marins d'attaque. Elle possède 500 avions de combat (le double de la France). La Corée du sud en 15 ans, a multiplié par 8 sa production de matériel de défense et les ventes explosent.

Le Japon fait de même 2% du PIB prévu en 2027. L'Indonésie idem. A Singapour et en Birmanie, la défense est le 1^{er} poste de dépenses de l'état.

Au Japon, une étude à l'été 2023, recommande de ne pas suivre aveuglément les USA mais à l'inverse de devenir la cheville ouvrière d'une coalition de nations moyennes et de chercher par une diplomatie autonome à atténuer la rivalité entre Pékin et Washington.

Chapitre 5 : Développement politique : Le défi des trajectoires

La désoccidentalisation de l'Asie-Pacifique n'est pas seulement qu'une question de rattrapage technologique. Elle s'exprime aussi sur le terrain politique.

Force est de constater que les scénarios et les logiques de contagion libérale, de prosélytisme démocratique, les efforts financiers et les dialogues pour soutenir l'engagement des sociétés civiles et défendre l'Etat de droit dans la région marquent le pas. Les intérêts des élites conservatrices, des cultures politiques résistantes, la course à la croissance et l'efficacité, la corruption du capitalisme de connivence qui blanchit les coquins sont autant d'obstacles récurrents. Comme ailleurs dans le monde, les inégalités croissantes et les développements technologiques rapides, génèrent une diminution de la confiance dans les institutions. La greffe occidentale est un échec.

L'Asie-Pacifique montre son incapacité à associer : souveraineté, démocratie et mondialisation. L'économie est-elle supérieure au politique ou est-elle subordonnée au politique ?

La défiance à l'égard de nos formes d'organisation politique, n'enlève en rien son attrait. Cependant, on peut raisonnablement considérer qu'un régime inventé à la fin du XVIII^{ème} siècle en Europe occidentale soit non seulement le terrain de transformations dans son espace d'origine mais également difficilement exportable dans d'autres systèmes référentiels dans un espace temps mondialisé. Dans la période

actuelle, la démocratie, système institutionnelle d'expression, de choix et de préférences, est malmenée et dévoyée et elle ne fait plus rêver. Cela facilite la tâche des autocrates. Pour la Chine, la tactique la plus productive consiste à tirer parti des faiblesses des autres.

Dans le processus de désoccidentalisation, la démocratie est présentée à la fois comme l'avatar du colonialisme en même temps comme une potentielle menace. Ainsi selon Pékin la crise sanitaire du Covid dont les conséquences dramatiques auraient été bien mieux maîtrisées (qu'en Occident) grâce au sens de la collectivité, au civisme et au bon régime qui a permis de gouverner efficacement. On brocarde la démocratie « occidentale par le peuple » et on lui oppose la démocratie « orientale pour le peuple ».

L'échec de la greffe démocratique

On avait cru ou espéré que la démocratie occidentale se répandrait sur la planète et qu'elle était le meilleur choix possible vers la modernité. Le développement économique devait s'accompagner d'un développement politique équivalent. On pensait que l'Asie orientale portée par sa prodigieuse transition économique grâce à la mondialisation serait la vitrine susceptible d'être donnée en exemple.

Hélas, le changement reste lent. On observe ainsi au Cambodge, en Birmanie, en Thaïlande et en Chine, une régression illibérale avec moins de libertés, des contrôles à tous les niveaux, des résultats électoraux niés au nom de la stabilité. Les déclinaisons et trajectoires de la démocratie en Asie-Pacifique revendiquent des lectures différentes.

La région n'est jamais entrée dans un cadre et dans des canons formatés par l'Occident même si certains états, Taïwan, Corée du sud, Japon, Indonésie s'en rapprochent.

Le Japon a bénéficié d'une constitution rédigée par des juristes américains en 1947. Malgré cela, le Japon ne s'est jamais coupé de son héritage politique et culturel. Ses élites n'ont pas lâché les réseaux de contrôle entretenant ainsi un féodalisme aux racines anciennes. Les mécanismes du pouvoir de la Chine, du Japon et de l'Asie du sud-est s'expliquent par des règles dynastiques qui ne prédisposent pas aux jeux démocratiques. Ainsi, les manifestations qui ont paralysé Bangkok et la Thaïlande entre 2010 et 2022, n'ont pas réussi à déstabiliser l'alliance établie entre la royauté, l'armée et les élites.

Les sociétés asiatiques confrontées à la tâche de créer des états nations modernes, réagissent en façonnant des formes de pouvoir paternalistes qui satisfont le besoin de sécurité et de stabilité. Ce sont des sociétés hiérarchisées éloignées de l'esprit égalitaire prôné par les dogmes occidentaux.

Partout en Asie orientale, des systèmes pyramidaux favorisent la mise en place de dynasties politiques caractéristiques de pays comme le Japon, l'Indonésie, la Chine, le Cambodge, la Thaïlande ou les Philippines. Partout en Asie orientale, les bureaucraties ont une fonction centrale mieux considérée que des organes représentatifs comme les parlements ou les groupes de la société civile. Il n'y a pas de séparation formelle entre le politique et l'économie.

Vers une normalisation démocratique.

L'histoire, la religion, la culture politique, la déférence envers l'autorité de tous ces pays, n'incitent pas à une prise de responsabilité politique. Les régimes autoritaires ont joué de cette retenue. L'imbrication étroite et interactive des sphères politique et économique est-elle compatible avec l'ouverture mondialisée des circuits économiques et une géopolitique mondiale des idées ? Les évolutions locales

ont montré que les liens entretenus avec l'extérieur et les dynamiques du dehors, influencent l'évolution des scènes intérieures.

L'expérience traumatique de la crise de 1977, a généré de vrais espoirs et des changements ont été décidés dans l'urgence du chaos. L'Indonésie, le Japon et Taïwan en profitent encore. Les ordres autoritaires ont été contestés, des contre-pouvoirs tels que partis d'opposition ont été tolérés, des procédures électorales et des surveillances de scrutin ont également été acquises. Des ONG sont créées sur une multitude de sujets qui vont de la liberté de la presse à la déforestation ou aux dégradations environnementales.

Il y a des débats pour sortir des autoritarismes via la réforme et un programme de libéralisation chapeauté par la Banque mondiale et le FMI. L'UE finance une multitude de séminaires et de programmes sur la démocratisation. L'Occident se prend à espérer que la greffe démocratique va enfin prendre.

Il ya des avancées en Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Corée du sud et Taïwan. Dans ce dernier, les élections de 2000, élisent le chef de parti d'opposition après 50 ans de parti unique. Cela cristallise les relations avec la Chine.

Atrophie démocratique : des transformations inachevées

Après la crise de 1977, le modèle asiatique a été assiégé, critiqué mais il a résisté. On ne s'improvise pas démocratie à coups de manifestations de rues ou parce que l'on le décrète. Le processus d'appropriation sociétale celui de rodage des mécanismes institutionnels, voire l'acceptation du principe égalitaire exigent un temps long. La fin de l'histoire ne s'est pas produite. La Chine soutient qu'elle est plus apte à assurer la croissance que des démocraties balbutiantes.

Au fond, de nombreux états d'Asie-Pacifique se trouvent dans une ambivalence difficile. Ce qui a permis la prospérité, ce ne sont pas des débats et des négociations démocratiques, mais la force, avalisant, de fait, le rôle central des militaires sur les échiquiers politiques. Ces processus ont renforcé les états qui sont souvent des Etats-partis : ex le Vietnam. Ces Etats-partis, s'ils ont permis des résultats qualifiés de miraculeux par la Banque mondiale, ont aussi évacué le politique, le débat au nom d'une sacro-sainte stabilité pour la croissance. Aucun autre parti n'est suffisamment structuré pour proposer une alternative.

Le parti communiste est au pouvoir au Vietnam depuis les accords de Genève de 1954. Au Japon, le parti libéral démocrate a pratiquement toujours assuré les plus hautes fonctions de l'exécutif depuis 1955 sauf de 1993 à 1994 puis de 2009 à 2012. A Singapour, le parti d'action populaire est aux commandes depuis l'indépendance en 1965. Depuis son indépendance en 1957, les 12 chefs de gouvernement successifs sont tous issus du même parti l'Organisation nationale des Malais réunis. Mais 3 ont fait acte de dissidence.

En Asie-Pacifique, la transition politique et d'abord pilotée par les élites et les oligarchies conservatrices. Ils ont accordé des concessions mais lorsqu'ils ont vu leurs intérêts menacés, leur position s'est raidie. Le pouvoir politique est en dehors des institutions et en dehors des urnes.

La démocratie est perçue comme un instrument utile pour garder certaines formes de pouvoir, maintenir une légitimité internationale et des canaux d'enrichissement plus que comme un objectif commun bénéfique.

Ce sont souvent les titulaires du pouvoir élus démocratiquement, qui deviennent les trajectoires, restreignent les libertés et la liberté d'expression, affaiblissent les contrôles constitutionnels sur le pouvoir exécutif et l'état de droit. Ainsi, la Thaïlande qui avait en 1977 la constitution la plus démocratique, traverse depuis une lente régression politique. Des manifestations sont organisées en pour dénoncer les abus de pouvoir mais le tsunami de 2004 a permis à l'exécutif de montrer son efficacité et redorer la légitimité du pouvoir exécutif. Il sera réélu triomphalement en 2005.

Au Japon, l'électorat montre un désintérêt croissant à la politique. La participation aux élections est passée de 75% à la fin des années 1950 à 53% en 2014, 2017 et 2024. La participation des jeunes de 18 à 29 ans, est de 36% en 2021.

En Chine, plus personne ne s'intéresse aux élections car les dés sont pipés par le parti communiste.

La démocratie selon Pékin

Alors que les pays d'Asie centrale s'embrouillent dans les lacis de démocraties bourgeonnantes, la Chine continue sur sa lancée et observe les difficultés soulevées par ce qui est perçu du moins au sein des élites comme la contradiction entre systèmes politiques occidentaux et cultures politiques locales.

La démocratie est vue comme une idée corrompue, un point qui sera largement repris et développé par Pékin. La Chine est engagée depuis 1978 dans une nouvelle étape qui s'articule autour du programme des 4 modernisations : Agriculture, Industrie, Défense et Science et Techniques. Ce programme mené tambour battant va transformer la Chine, le monde et les Chinois. Malgré des troubles politiques au printemps 1989 avec les manifestations place Tian'anmen réprimées sévèrement et des débats difficiles au sein du parti, les autorités ont mesuré le risque et ferment toute discussion. La propagande et la censure battent leur plein et la croissance repart de plus belle à partir de 1992.

La performance de la croissance améliore le niveau de vie et la qualité de vie, valeur prioritaire pour l'état. Le parti accepte de se moderniser entre 1989 et 2002 sous Jiang Zemin puis entre 2003 et 2013 sous Hu Jintao mais sans approcher la démocratie. Les sphères politique, administrative et judiciaire restent sous contrôle. Les déclarations adressées à la jeunesse chinoise et aux pays occidentaux, prônent une démocratie délibérative à la chinoise qui ne doit pas se faire au détriment de l'ordre et l'unité du pays.

La Chine a besoin d'émuler l'Asie du Sud-est et elle se voit reprocher ses ingérences. Pour actionner les convergences, Xi Jinping recourt aux valeurs communes à ce fond civilisationnel partagé. La vie démocratique à Hong Kong est progressivement étouffée. En 2018, la réforme de la constitution supprime la limite du nombre de mandats. Xi Jinping supprime ministres, diplomates et opposants sans trouble ni gêne. Le rôle de la police et de l'armée est renforcé dans l'appareil de répression. La dérive autoritaire se renforce encore pendant la pandémie.

Le durcissement observé en Chine serait précisément l'effet d'une crainte de fond d'une part que les classes moyennes demandent plus et d'autre part, parce que la croissance du fait du vieillissement accéléré de la population est à risque.

L'équation sino-asiatique.

Il est bien trop tôt pour affirmer quel sera l'avenir politique de la région. La Chine a gagné une confiance en elle qui lui permet de proposer son système, d'affirmer haut et fort sa propre voie. Elle démonte

minutieusement les arguments occidentaux et cherche à convaincre que la menace, c'est la démocratie. Les images du Capitole américain, les manifestations en France, Boris Johnson hué passent en boucle sur les écrans chinois comme autant de signes de décadence. Les dirigeants de Pékin disent tout haut ce que beaucoup d'asiatiques pensent tout bas. La démocratie à l'occidentale met à risque la stabilité économique. Les investisseurs étrangers occidentaux perdent progressivement du terrain au profit des investisseurs asiatiques. Une alternative crédible au capitalisme libéral et à la démocratie malade n'est donc pas une idée saugrenue : c'est même une idée salubre.

Les autorités chinoises très irritées, ont moqué le sommet sur la démocratie initié par l'administration Biden (d'autant plus que Taïwan y participait). Les avantages et l'attractivité du modèle chinois sont systématiquement mis en avant en même temps que sont critiquées les pratiques des vieilles démocraties.

La figure de Xi Jinping empereur moderne éclairé, émerge quand l'Occident connaît une crise de ses pouvoirs exécutifs, de confiance en son modèle et ses institutions. La fragilité de la position des dirigeants dans le modèle démocratique contraste avec la solidité apparente des dirigeants du modèle local.

Le consensus de Pékin séduit aussi parce que les autorités chinoises accompagnent leur discours de largesses très concrètes au Cambodge, Birmanie et Thaïlande soumis à des mouvements politiques de durcissement. A coups de campagnes de désinformation bien ciblées la fibre nationaliste, voire identitaire, est mise à l'honneur. Idem pour l'Indonésie.

Malgré tout, le modèle politique de stabilité chinois ne fait pas rêver les sociétés environnantes mais pas plus que la démocratie des pays occidentaux.

Quand la population a la possibilité de s'exprimer sans entraves ses aspirations, elle demande des changements structurels et utilise un vocabulaire, des concepts et des catégories qui nous sont familiers. Sans tradition politique qui donne un ancrage démocratique solide, de nombreux citoyens s'engagent concrètement en faveur de progrès et de changements sur le terrain.

CHAPITRE 6

L'Asie –Pacifique, discours régionaliste et construction idéologique.

La question de la distanciation identitaire entre l'Asie et l'Occident ou celle dérivée de la perception de l'Asie a d'elle-même et de son rapport aux autres, est une question essentielle et ancienne. C'est une question essentielle car il s'agit de la définition du devenir de son identité et de sa possible constitution en acteur régional.

Ce parcours identitaire aux frontières imprécises se poursuit alors que la région densifie ses interactions et que se complexifient les relations avec un Occident qui suscite simultanément admiration et rejet, de moins en moins d'admiration mimétique d'ailleurs et plus de rejet argumenté.

Les difficultés et les obstacles évidents n'empêchent une réflexion nourrie en même temps que le choix de stratégies concrètes notamment économiques qui traduisent une remise en cause des règles du jeu international et des choix nationalistes ou régionalistes de manière plus matérielle que n'importe quel

discours. Les pays d'Asie-Pacifique considèrent que l'évacuation de la question de leurs spécificités culturelles exprime un manque d'intérêt de la part d'une prétendue supériorité de la civilisation européenne d'abord puis ensuite américaine.

En dépit de différences réelles entre les pays de cet espace, ce que le sinologue Léon Vandermeersch a qualifié de « civilisation sinisée », trouve un écho unificateur en Asie orientale. Le système sud-est asiatique des Etats Mandalas fonctionnait avec ses valeurs logiques et pratiques propres, avec une superposition efficace des réseaux pour valoriser les interdépendances.

Dans ce contexte, les colonisations européenne puis américaine ont produit des chocs violents et traumatiques. L'Asie orientale s'est pensée en réaction et elle a largement profité de la mondialisation à la fin des années 1970 sans se plier à toutes les règles des pays occidentaux. La région s'est posée différemment en revendiquant ses différences, ses singularités dans un monde pluriel en dissociant libéralisme économique et ordre politique. La distanciation revendiquée, est aussi un besoin de reconnaissance et de parité.

Une revendication ancienne

Le discours de distanciation n'est pas apparu du jour au lendemain. L'antagonisme mobilisateur que continuent de représenter les ingérences occidentales, se nourrit de sa propre histoire. L'Asie orientale est la seule région émergente qui dispose d'une épaisseur historique pour avoir été à l'avant-garde du développement mondial pendant près de 2000 ans jusqu'au XVII^{ème} siècle.

Le mode de relations anciennes intra-asiatiques, supposé ou réel selon les historiens, n'a pas résisté à la force politico-militaire de la colonisation. Cette colonisation d'est opérée comme une course vers les ressources précieuses de l'Asie du Sud-est et a largement contribué à casser les dynamiques d'un univers qui était indépendant. Les Portugais, Espagnols, Hollandais, Britanniques, Français se sont familiarisés avec les pratiques locales pour finalement imposés leurs règles du jeu.

L'intrusion occidentale a profondément bouleversé les relations intra-asiatiques et a généré de l'humiliation par la dépossession de leurs pratiques ancestrales et la perte d'autonomie importante en Chine, Japon, Corée et SIAM (Thaïlande).

La victoire du Japon sur la flotte russe en 1905 a redonné de la fierté aux asiatiques. Car c'était la 1^{ère} fois qu'un pays non blanc triomphait d'une puissance européenne moderne. Le Japon a inspiré des dirigeants comme Sun Yat-sen qui dans un discours en 1924 affirme l'ancienneté et la supériorité de la civilisation asiatique. Le Japon a joué un rôle de pionnier en lançant l'idéologie panasiatique au début du XX^{ème} siècle. Cette réflexion est récupérée par des personnalités (Sukarno indonésien, prince Sihanouk) qui vont préconiser des solutions asiatiques aux problèmes asiatiques. Il s'agit de consolider l'unité régionale afin de lutter contre ce qui est qualifié de péril « blanc ».

Après la fin de la guerre mondiale et l'obtention par la négociation en cours pour l'indépendance, se sont tenu plusieurs conférences pour réaffirmer leur identité asiatique.

New Delhi 12 mars 1947, Indonésie 1948, Bandung entre Chine et Inde en 1955. La Chine qui s'estime démise de son rôle de centralité, revendiquera le rôle de porte-parole de l'Asie et exclura l'Inde de l'aire Asie-Pacifique. Bandung c'est la réalisation d'un souhait : contribuer au jeu international par des méthodes qui ne sont pas celles de l'Occident. Il s'agit de chercher une 3^{ème} voie loin des logiques du

l'organisation du traité de l'Asie du Sud-est (OTASE) que les Américains tentent d'implanter en septembre 1954 et qui est conçue comme le modèle de l'OTAN en Europe.

La conférence de Bandung peut être interprétée comme une initiative de distanciation, une prise d'autonomie par rapport à l'ordre colonial. A ce monde occidental de plus en plus dénigré, ses méthodes brutales, ses critères exclusifs et ses choix binaires, L'Asie veut opposer un mode diplomatique différent et un esprit de solidarité. Les mots de l'Asie sont ceux de consensus (plutôt que vote à la majorité), de pragmatisme des flux (plutôt qu'étapes institutionnelles), d'inclusivité (plutôt qu'exclusivité) ou d'alignement. Xi Jinping en mai 2014, les peuples d'Asie ont la capacité et la sagesse de parvenir à la paix et à la stabilité dans la région par le biais d'une coopération renforcée.

Le pari de l'ASEAN : Un modèle régional alternatif ?

Parmi les étapes contemporaines importantes de la construction régionale, la création de l'ASEAN constitue un moment fort, tant l'association comme l'incarnation des modes opératoires locaux. Si l'objectif initial n'est pas de s'opposer à l'Occident, il s'agit clairement de ne plus subir ce qui est perçu comme ses diktats dans l'ordonnement des relations internationales.

L'ASEAN prétend mettre en place un schéma régional endogène selon les notions coutumières de « *mufakat et de musyawarah* ». L'association est plus qu'une organisation : un état d'esprit. L'ASEAN n'a pas été créée en 1967 pour satisfaire des ambitions démesurées mais pour valider les processus stato-nationaux et pour conforter des régimes autoritaires susceptibles d'être contestés. Son caractère pratique par la promotion d'un esprit coopératif, a servi à créer un mécanisme de confiance pour régler les conflits autrement que par la force.

En 1967, les 5 pays fondateurs (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Philippines et Singapour) veulent se soustraire aux influences tant communistes qu'américaines. Cette pacification a fonctionné en Asie du Sud-est et s'est propagée en Asie de l'Est. On résiste mieux ensemble que seul.

Avec le même sens des opportunités, les Etats membres ont su exploiter les ouvertures qu'offrait la mondialisation puis celle de la Chine avec la mise en œuvre de la Communauté économique de l'ASEAN en 2015. Son postulat est simple, il n'a rien à gagner pour prendre parti pour l'un et se mettre à dos l'autre mais tout à gagner à entretenir des relations amicales avec les deux parties.

L'ASEAN a constitué un générateur de puissance pour chacun des pays membres. Facteur de stabilité, l'ASEAN ne prétend ni à l'hégémonisme ni à l'universalisme mais cela a permis aux états d'Asie du Sud-est de participer au grand marché mondial des idées.

L'UE le 1^{er} donateur pour soutenir le secrétariat de l'ASEAN à Djakarta, était condescendante en le considérant comme un club de beaux parleurs et en ne comprenant pas comment l'ASEAN fonctionne.

Celui-ci a en grande partie réussi son pari : mettre en place une pratique de l'interdépendance sans se contraindre pour renforcer les états. L'association ne contraint pas, elle convainc. C'est d'abord un forum de concertation qui essaie de d'exploiter les points communs entre chaque membre pour délaissier les divergences afin de prendre des décisions par consensus.

Après 3 décennies de sa création, l'ASEAN a accueilli le Vietnam en 1995, la Birmanie et le Laos en 1997 et le Cambodge en 1999 sans que les fondateurs conditionnent leur intégration à des changements de régime. La gestion des différences justifiait la logique aséanienne.

Plusieurs étapes se sont succédées ensuite tels que l'ASEAN+3 avec la Chine, le Japon et la Corée du sud puis le RCEP (partenariat économique régional global)

Des tentatives européennes par des forums tels que le Quad et L'Ankus, tentent de contourner la centralité de l'ASEAN et son mode opératoire mais le résultat est que cela marginalise la contribution européenne.

Les valeurs asiatiques : à la recherche d'un récit régional.

On s'est longtemps gaussé dans les années 1980 des valeurs asiatiques entendues comme parade conceptuelle aux régimes autoritaires qui les énonçaient : une marmelade destinée à justifier l'absence de démocratie dicit « Le Monde ». Cet argument ne peut être écarté. Cependant ce n'est pas suffisant pour affirmer qu'il n'y a pas derrière ce narratif la recherche d'un fil rouge qui interroge.

Les valeurs supposées des Asiatiques interrogent sur ce qui constitue la modernité dans la région. Cela se fait par tâtonnements avec des convictions et des incohérences mais avec une certaine persévérance dans l'obsession de réagir au défi posé par une civilisation occidentale jugée oppressante et humiliante. La supériorité supposée de l'Occident est considérée comme déplacée quand les valeurs occidentales s'arrêtent souvent là où commencent les intérêts des Asiatiques.

Les valeurs asiatiques se distinguent des valeurs occidentales par leurs racines philosophiques et historiques particulières, des cultures politiques ancrées dans des histoires spécifiques avec des référents différents. Singapour est un bon exemple : La primauté du groupe sur l'individu, le sens et la cohésion de la communauté, la frugalité, l'éducation, l'acceptation de la hiérarchie et le respect de l'autorité ont permis la gestion et le développement de la diversité propre à cet île-Etat (75% de Chinois, 15% de Malais, 10% d'Indiens et autant de traditions religieuses).

Codifiées dans un livre blanc en 1991, ces valeurs permettent d'établir un lien de causalité entre leur pratique et la croissance triomphante de cet état avec un développement économique harmonieux pour assurer le bien commun. L'Asie du Sud-est, région du monde la plus diversifiée en termes d'ethnicité, de religion, de culture ou de systèmes politiques et économiques, réussisse le pari de la stabilité et de la croissance est de bon augure. Une approche culturaliste qui met en avant le développement économique et l'ordre social comme condition préalable aux progrès en matière de droit de l'homme.

La démocratie occidentale ne serait pas la fin de l'histoire. La démonstration continue ainsi : les pressions américaines ou européennes en faveur des droits de l'homme et autres normes démocratiques sont d'autant plus inopportunes que les USA comme les pays européens ne sont pas exempts de failles et de contradictions qui devraient les inciter à plus de modestie dans leur acharnement à dominer le sens de l'histoire.

En juillet 1997, lors de la réunion de l'ASEAN, ils demandent de réviser la déclaration universelle des droits de l'homme car ils n'ont rien à voir avec l'humanisme mais avec la volonté des pays occidentaux de dominer d'autres pays. Il n'y aura pas de dialogue apaisé à propos des valeurs asiatiques car le débat touche à des aspirations profondes et récurrentes.

A Singapour, Tommy Koh dans une tribune dit : Nous avons pendant des générations appris des pays occidentaux et nous continuerons à le faire, j'espère que le temps est venu où ces pays voudront aussi apprendre de l'Asie. Le ralentissement économique observé à la fois en UE et en Amérique de nord et

les crises de l'exécutif ont mis à mal l'évidence qu'un régime politique basé sur la garantie des libertés favorisait la croissance et le développement.

Ce contexte international est donc favorable à la Chine qui s'engouffre dans la brèche de la bonne gouvernance autoritaire.

LA Chine et l'instrumentalisation des valeurs asiatiques

La Chine en dénigrant de manière systématique les difficultés traversées par les pays occidentaux, présente la démocratie comme une utopie dangereuse qui ne porte plus les promesses d'un avenir meilleur. Pour des raisons différentes, en Chine et dans le reste de l'Asie orientale, l'insatisfaction nourrie à l'égard des Occidentaux accélère la volonté de mettre en place une gouvernance asiatique et remettre en cause l'ordre international issu de la seconde guerre mondiale.

Xi Jinping en premier, cherche à apparaître comme un empereur moderne éclairé, sage et avisé. Son objectif est de maintenir, voire améliorer l'efficacité du parti communiste par de ajustements permanents pour justifier le maintien de son autorité et de sa légitimité.

1^{ère} étape : La Chine entend démontrer qu'elle n'est pas la seule à penser à une modernité distinctive et qu'elle inscrit à sa propre réflexion dans un combat collectif qui se pose à la communauté asiatique depuis fort longtemps.

Un ouvrage publié en 2015 par 3 auteurs (un Sud-coréen, un Japonais et un Chinois) explore les manières de construire une Asie orientale débarrassée de la négation de l'Occident ou de la tentation ethnocentrique pour valoriser son apport éventuel à la modernité.

2^{ème} étape : Il faut s'appropriier les valeurs asiatiques quitte à les siniser, les confucianiser un peu plus, c'est sur ces valeurs que Xi Jinping veut légitimer son pouvoir. Pékin cherche à tirer parti du fond confucéen répandu dans la région pour en faire un terreau commun. La convergence entre valeurs asiatiques et modèle chinois permettra que le « rêve chinois » devienne familier et apprécié du reste de l'Asie, étape indispensable avant de se répandre dans le monde. C'est ici justement que le défi se trouve puisqu'il permet d'activer la transformation d'une idée imprécise en un modèle alternatif (au modèle occidental).

3^{ème} étape : Présenter les valeurs asiatiques comme une alternative crédible aux valeurs prétendument universelles de l'Occident. A ce stade, elles sont pleinement politisées. L'utilisation des valeurs asiatiques n'a pas pour objectif d'ouvrir un débat mais de suggérer un mouvement d'adhésion au projet chinois et de rejet au modèle occidental.

Par un glissement sémantique, on est passé des valeurs asiatiques aux valeurs confucéennes puis au modèle chinois.

Au 20^{ème} congrès du Parti en octobre 2022, le secrétaire général du parti communistes exhorte à lutter contre le culte de l'argent, le profit, l'hédonisme et l'égoïsme et ses influences venues de l'Occident. Car la Chine est du bon côté de l'histoire, contrairement à certains pays qui ont réalisé leur modernisation à travers la guerre, la colonisation et le pillage.

En assurant la promotion d'un modèle de développement « clés en main », progrès économique et gouvernance politique, cela constitue un outil d'influence pour la page de la mondialisation

occidentale. En septembre 2023 au G77 à la Havane, les représentants chinois ont demandé une accélération des réformes du système international afin de créer un meilleur avenir pour l'humanité.

CHAPITRE 7

L'Europe à la recherche de sa juste place

En ayant fait leur idée que l'Asie-Pacifique est devenue le centre du monde, les Européens ne sauraient se désintéresser de la région. L'Asie-Pacifique a intérêt à jouer la multipolarité et les pays de la région ont aussi besoin de partenaires de contrepoids pour moduler la masse chinoise. De même, les pays occidentaux peuvent apprécier que soit amortie en Asie-Pacifique même la puissance chinoise.

Du côté européen, les préoccupations nées de la guerre en Ukraine, des soubresauts au sud de la Méditerranée et au Proche-Orient, ne les ont pas détournés de l'Asie-Pacifique. L'Europe se sent assiégée, déstabilisée dans ses fondements, dans son projet. Comment dans ce contexte, créer les conditions d'un dialogue équilibré avec une Asie-Pacifique soucieuse de remodeler les termes de la mondialisation. Empêtrée dans ses contradictions et dans ses processus d'une grande complexité politico-administrative, elle paraît à la traîne.

Les atouts des pays européens.

Les Européens ont pourtant des atouts dans leur jeu. Le 1^{er} est la manière dont ils abordent la région comme un tout et non comme une somme d'états parmi lesquels seuls mériteraient de l'attention. Ils sont engagés eux-mêmes dans un effort intense d'association régionale considérant de manière égale ses 27 états membres.

De ce point de vue, ils comprennent les efforts des autres à constituer des regroupements, même si ceux-ci n'ont pas d'ambitions supranationales. L'Europe insiste aujourd'hui sur un avenir commun, énoncé à la manière aséanienne, en termes de coopération, de respect et de non-confrontation.

Aujourd'hui, les partenaires asiatiques des Européens veulent voir en leurs interlocuteurs des acteurs politiques et économiques (le fameux marché européen) disposés à ne pas fragiliser ni à remettre en cause les rapprochements inter-asiatiques engagés depuis un peu plus de 3 décennies.

A ce titre, les Européens sont jugés moins abrasifs, moins clivants que les Américains. L'Asie-Pacifique compte sur eux pour amener les USA à plus de modération plus de nuance pour éviter un conflit armé entre Pékin et Washington. Les dirigeants asiatiques craignent des perturbations venues de l'« extérieur » qui remettraient en cause des décennies qui leur ont permis de redessiner leurs institutions régionales et construire leurs coopérations.

Les européens savent qu'ils ne peuvent apparaître comme des facteurs de division et les responsables politiques bruxellois se sont investis en conséquence. Ils définissent des stratégies communes au travers de documents d'orientation pour le moyen et long terme et affirment des partenariats stratégiques européens (Japon 2003, Chine 2003, Corée du Sud 2010, ASEAN 2020) ; Il est toutefois plus difficile de regagner des parts de marché que d'élaborer des documents d'orientation. Jamais autant de délégations ministérielles et parlementaires ne sont venues du continent européen en Asie-Pacifique. Chacun des états d'Asie-Pacifique est courtisé et visité régulièrement sauf la Corée du Nord et la Birmanie.

C'est la conséquence de la construction de l'UE et d'efforts concomitants de pays comme la France, le Royaume Uni, l'Allemagne et l'Italie. Par leurs visites, les Européens ont identifié avec leurs interlocuteurs asiatiques les défis auxquels ils doivent faire face ensemble, les difficultés à résoudre dont il faut s'accommoder. L'UE et l'Asie se sont beaucoup rapprochées au cours de deux dernières décennies à mesure que leur interdépendance économique s'est renforcée. L'intérêt de l'Asie pour l'Europe est en grande partie lié à des facteurs entrepreneuriaux et d'emploi. Cette impression de dépolitisation relationnelle apparaît comme une rupture opportune du passé même si les attentes de respect des droits de l'homme et de l'environnement rappellent que les relations ne peuvent pas seulement relever de l'économie.

Ce bel ordonnancement est toutefois menacé aujourd'hui par les implications de la guerre en Ukraine et les soutiens de la Chine et de la Corée du Nord à Moscou et aussi sous les pressions des USA et de leurs alliés (Japon et Australie). Ce qui est susceptible de changer en profondeur la nature des relations, tient au fait que les Européens ne sont pas seulement confrontés à des crises politico-militaires majeures pouvant affecter leurs alliés et la sécurité de l'Asie mais aussi par des menaces existentielles pour l'Europe venant de l'Asie elle-même. C'est un fait nouveau depuis trente ans. Les mécanismes prévus pour dialoguer peuvent se politiser d'un coup en mettant à leurs agendas non plus seulement les grandes crises du monde mais également les conflits qui, aux portes de l'Europe malmènent ses intérêts de sécurité.

L'Occident s'affiche avec 2 visages en Asie-Pacifique

Aujourd'hui comme hier et demain, les intérêts européens et américains en Asie-Pacifique ne convergent pas totalement. Si les décideurs européens sont déterminés à ne pas être mis à l'écart du « *nouveau centre du monde* » la plupart des dirigeants asiatiques eux sont tous décidés à bâtir une région Asie-Pacifique qui ne soit ni repliée sur elle-même, ni sino-polarisée, ni américano-alignée.

Dés lors, en comprenant mieux la construction politique régionale, les USA et l'Europe ont la possibilité de revenir au cœur du jeu.

L'Occident n'a pas qu'un seul visage en Asie orientale mais plutôt 2. L'Asie-Pacifique se montre elle aussi bicéphale. L'Europe demeure étroitement liée aux USA. En face, l'Asie montre 2 divisions, l'une proche des alliés occidentaux et l'autre a une relation plutôt hostile à Washington.

Le bicéphalisme occidental s'avère un atout alors que celui de l'Asie pourrait diviser le continent et compliquer ses stratégies d'influence. La dernière décennie du XXème siècle a sonné le temps du retour sur la scène diplomatique asiatique des Occidentaux avec un plus grand nombre de partenaires.

Cela a donné une place à l'Europe et une autre aux USA en affichant un traitement Dual. Les 2 partenaires occidentaux ont concouru pour réintégrer la Chine dans les instances internationales après Tian'anmen en 1989 puis à faire fonctionner 2 arènes macro-régionales pour se prémunir d'un agencement Asie-Pacifique par trop sino-centré. Un dialogue spécifiquement consacré aux affaires de cette partie du monde se construit peu à peu entre Washington et Bruxelles mais aussi entre des états membres et les USA. Tour à tour en moins d'un ½ siècle, Européens et Américains ont donc été invités et poussés à se retirer d'Asie orientale puis à s'y réengager devant la montée en puissance de la Chine.

A Washington et à Bruxelles, on a surtout affiché une volonté de contribuer à la constitution de partenariats équilibrés entre chaque segment du triangle Amériques/Asie/Europe. Chacun a bien

conscience que le triangle ne sera jamais isocèle. Le PIB de l'Europe a perdu 80% par rapport au PIB américain. Sa part dans le commerce mondial a chuté de 16% à 13% de 2002 à 2022.

Dans ce ré-ordonnement, les Européens se voient assigner une fonction d'appoint mais ils ne sont pas exclus pour autant. Ils restent collectivement des partenaires économiques importants : 2^{ème} de la Chine et de Hongkong, 3^{ème} de l'ASEAN, 4^{ème} de la Corée du Sud et Taïwan et 7^{ème} du Japon.

L'Europe bicéphale

Du côté asiatique, l'intérêt porté à l'Europe vise d'abord à bâtir un chaînon manquant à son insertion dans la mondialisation. L'ambition européenne est plus mesurée, même si on insiste sur la centralité asiatique pour le monde demain.

Les politiques nationales ne s'ordonnent plus sur quelques sous-ensembles (Indochine, monde malais, Asie du nord-est) mais dorénavant jusqu'à l'échelle de l'Indo-Pacifique. L'UE accède dorénavant dans bien des instances régionales au statut de partenaire comme entité collective et au travers de ses états membres. Seuls 18,5% des Etats de l'UE disposent d'un statut en propre dans les organisations régionales. On est encore loin des 27 sièges.

Auprès de l'ASEAN, l'UE a rang de partenaire stratégique alors que l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas sont des partenaires de développement en espérant à plus ou moins brève échéance à devenir des partenaires de dialogue équivalent à celui accordé à l'UE.

Au tournant du millénaire, l'Asie a été convaincue et s'est convaincue elle-même non seulement d'être le nouveau centre du monde mais que celui requérait de s'organiser selon un triangle bi-occidentalisé : Amérique-Asie-Europe. De son cœur asiatique moteur principal de l'économie mondiale, doivent s'agencer des relations partenariales permettant la prospérité du plus grand nombre.

Chacun cherche sa place : un tripode encore instable

La recherche d'une relation équilibrée n'en cache pas moins nombre d'ambiguïtés et d'arrière-pensées. Asiatiques et Européens cherchent au travers de leurs relations réinventées à équilibrer les relations avec les USA. L'arrivée récente de TRUMP complexifie cette recherche.

Le triangle asiatique ASEAN +3 apparaît de plus en plus comme celui cimentant la mondialisation et la hiérarchisation des blocs régionaux. Face à ce regroupement, l'Europe n'a pas trouvé sa place. Contrairement aux Américains qui participent aux sommets de l'Asie orientale (EAS), les Européens en sont exclus et les Américains ne font pas les efforts nécessaires pour qu'ils y soient associés. L'EAS peut traiter de sujets économiques et commerciaux majeurs et impacter l'ordonnement des concurrences.

Pendant un temps, le triangle Amériques/Asie orientale/Europe a été sous les feux de la rampe, cela s'est estompé devant la montée en puissance et en influence de la Chine. Les résultats des négociations transactionnelles ont donc été faibles. Américains et Européens peinent à savoir comment utiliser les plateformes intercontinentales aux présidences tournantes et sans architectures permanentes. Dès le lancement des rencontres Asie/Europe, les dirigeants de l'Asie du Sud-est ne cachaient pas que c'étaient qui étaient à la manœuvre comme puissance invitante à la table du nouveau monde. Les Asiatiques ont marqué leur position de force voire leur centralité. L'ASEAN proclamait sa place capitale face aux voisins si puissants que sont la Chine et le Japon. L'ASEAN a besoin de bicéphaliser ses relations avec l'Occident

en s'appuyant sur les USA et L'Europe. Un signal aux Américains qui sont tentés de voir l'Asie-Pacifique et le monde au travers d'un G2 sino-américain.

Cependant, hormis le forum régional consacré à la sécurité, il n'existe pas de plateforme Asie-Pacifique où Américains et Européens sont présents côte à côte sur un même pied d'égalité que leurs partenaires asiatiques

Les relations de l'UE doivent concilier les besoins de la permanence des solidarités de l'Alliance Nord-atlantique et les effets sur les alliés de l'antagonisme croissant entre les USA et la Chine.

Les stratégies de l'Indo-Pacifique sont-elles les bonnes réponses

L'UE s'est dotée d'une stratégie Indo-Pacifique sous la pression des états membres. Elle positionne l'Europe dans un monde multipolaire disputé à hauteur des plus grands comme un défi à son propre déclin. Cela permet d'affirmer son autonomie stratégique et de marquer son empreinte dans une région qui en est encore à bâtir son architecture et se projeter dans l'avenir du monde.

La stratégie européenne est le résultat d'un long débat interne reflétant les différences de priorités stratégiques des états membres. Le ton employé dans la stratégie indo-pacifique de 2022 reflète une approche constructive, pragmatique et les efforts d'engagement à long terme sur les questions d'intérêt commun. La rhétorique laisse cependant place à des discours plus tranchés des états membres. Cette dichotomie est une nécessité car c'est dans la région Indo-pacifique que se jouent peut-être plus qu'ailleurs le statut de puissance de l'UE et son autonomie stratégique.

La France particulièrement attachée à ces 2 objectifs, a tenu à ce que les réunions ministérielles indo-pacifiques annuelles se fassent sans y associer Américains et Chinois. Outre la mise à l'écart de la Chine, des USA, des généraux putschistes birmanes et des nord-coréens, les dialogues indo-pacifiques n'ont pas non plus associé la Russie du président Poutine dont pourtant personne ne conteste des territorialités asiatiques et pacifiques. C'est dans ce théâtre asiatique que se joue la rivalité sino-indienne.

En demandant d'écarter Washington et Pékin pour donner une plus grande liberté d'expression aux participants, Paris a assumé l'affichage d'un bicéphalisme occidental et d'une grande novation car non inclusif des 2 acteurs les plus polarisants de l'Occident et de l'aire asiatique. C'est une manière de refuser un monde ordonné par un G2 sino-américain.

70 délégations étaient présentes lors de la 3^{ème} édition du forum ministériel les 1er et 2 février 2024 à Bruxelles. L'enjeu est de contrecarrer l'idée que l'Europe du XXI^{ème} siècle est un continent en déclin.

Les cénacles proposés par les pays européens à leurs partenaires, sont loin de susciter l'enthousiasme mais la plupart des états suivent car ils partagent les mêmes préoccupations stratégiques. Certains se sont même constitués pour trouver une place partenariale auprès de l'OTAN comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du sud et le Japon. L'engagement de ces « 4AP » au côté de Kiev sur le plan politique, économique voire militaire, est perçu comme devant avoir comme un intérêt croissant des alliés européens au côté des Américains pour gérer les défis systémiques auxquels sont confrontés leurs partenaires d'Extrême-Orient. En avril 2024 devant le congrès américain, le 1^{er} ministre japonais établissait un lien entre la sécurité de ce nouvel espace géostratégique et que l'Ukraine d'aujourd'hui

pourrait devenir l'Asie du Sud-est de Demain. Le désengagement des USA au sein de l'OTAN surtout après le retour de Trump au pouvoir, donne un signal en face de la montée en puissance de la Chine.

CONCLUSION : La désoccidentalisation de l'Asie-Pacifique : risque et opportunités

Le recentrage de l'Asie-Pacifique s'opère avec une efficacité irrésistible et à un rythme soutenu. Cela touche tous les aspects des relations internationales. Au bout du compte s'esquisse un monde nouveau, un monde qui fonctionnerait sans l'universalité ni la puissance de l'Occident mais avec la fierté imperceptible d'avoir rendu aux ancêtres humiliés leur place dans l'espace mondial.

La question de fond est de savoir si ce mouvement et le mode de relations qui le sous-entend a vocation à rester régional ou à s'étendre au-delà.

Les avis divergent. Certains affichent leur détermination à ne plus subir des règles qu'ils jugent contraires à leurs pratiques et à leurs intérêts et revenir à un mode opératoire régional jugé plus adapté.

D'autres proclament aujourd'hui des ambitions plus étendues avec une intention de modifier la gouvernance mondiale. Ils peuvent les exprimer de façon pacifique (façon japonaise) ou sur une mode offensif (façon chinoise) susceptibles d'alimenter des logiques concurrentielles voire rivales.

Le processus de désoccidentalisation

On pourrait le définir comme l'érosion des valeurs et des principes de la puissance et de l'influence de l'Occident dans le monde ou une partie du monde. Une certaine arrogance a eu pour effet d'en retarder la prise de conscience par les Occidentaux.

Il s'agit d'une déconstruction de 3 fondamentaux : la démocratie parlementaire, le capitalisme et un certain rapport avec la religion via le christianisme. Après avoir inventé le 1^{er} système international (la juxtaposition d'Etats-nations souverains), les pays occidentaux ont du mal à reconnaître que ces cadres ne sont plus opérationnels au vu des transformations en cours.

D'autres modes, d'autres possibilités sont à l'œuvre qui obligent à repenser l'ordre du monde. En s'organisant, l'Asie-Pacifique se distance d'un ordre international et d'institutions multilatérales qu'elle estime à présent anachroniques. C'est dans cette perspective que l'accélération de l'intégration régionale alimente de facto le processus de désoccidentalisation.

Un appel d'air stimulant

La question de la pérennité du modèle occidental est sur la table. Les contradictions et les pannes du dit modèle favorisent sa désintégration et des pays d'orient dont l'émancipation est en marche, n'hésitent plus à l'affronter. Le modèle occidental paraît miné et le déclin européen affaibli par une perte de compétitivité et un potentiel retard technologique, pourrait être fatal pour son modèle social.

Sans méconnaître les difficultés et les défis auxquels, les états d'Asie-pacifique sont confrontés, force est de reconnaître qu'ils ont démasqué l'illusion : la modernité ne passe plus par le modèle occidental.

Le Développement de l'Asie-Pacifique va avoir si l'Europe sait opérer une révolution copernicienne de ses mentalités, une capacité d'entraînement dont elle bénéficiera. Une Asie-Pacifique désoccidentalisée peut devenir une opportunité de partenariats à valoriser.

L'écart comme trait d'union

Nous sommes dans un entre-deux. A refuser cet effort de changement de perspective et à maintenir artificiellement qu'ils restent des modèles d'influence attractifs, les Occidentaux mettent leurs intérêts en danger. Les pays occidentaux ont un double défi : d'une part considérer l'écart entre des cultures qui ont produit de choix construits par l'héritage européen et la réalité d'un décentrement, c'est-à-dire considérer notre discours sur l'universel et d'autre part interroger, explorer cette réalité : l'écart procède d'une saine voire d'une stimulante distanciation.

Face aux risques d'une confrontation stérile de pensées et de systèmes, et dans un environnement très concurrentiel où tout devient très rapidement géopolitique, il faut conduire une double réflexion stratégique : définir la place de l'Asie-Pacifique mais également penser le monde depuis l'Asie et chacune de ses sous-régions.

L'exercice peut donner le vertige. Dans le 1^{er} cas, il s'agit de répondre aux défis asiatiques immédiats et dont on subodore qu'ils seront encore plus grands demain. Les réponses à apporter pourtant s'avèrent suffisamment prometteuses pour que nous y trouvions aussi nos intérêts mais encore faut-il les examiner. Dans le 2^{ème} cas, l'objectif à atteindre est radicalement différent puisqu'il suppose d'aborder le plus objectivement possible ce vis-à-vis réflexif alors que le ré-ordonnement du monde vers l'Asie nous échappe pour partie et donne le sentiment de nous effacer. Cette perspective est troublante car les pays occidentaux doivent glisser avec le reste du monde vers l'Asie sans exagérément accentuer le trait.

La désoccidentalisation est peut-être une opportunité de s'ouvrir à l'universel pour autant qu'on n'en fasse pas un combat à somme nulle.